

secouiez-vous les idées

Périodique semestriel du CESEP ASBL
Novembre 2023 – avril 2024



PB-PP | B-00054
BELGIE(N) - BELGIQUE

CULTIVER **L'ÉCOLOGIE** LES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX DANS **LE SECTEUR SOCIO-CULTUREL**





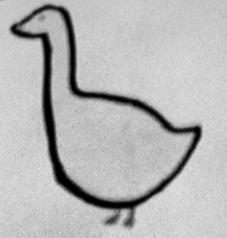
A FORCE DE CONSTRUIRE
DES MURS

ON FONCE DROIT DEDANS!
STOP BÉTON

STOP BÉTON

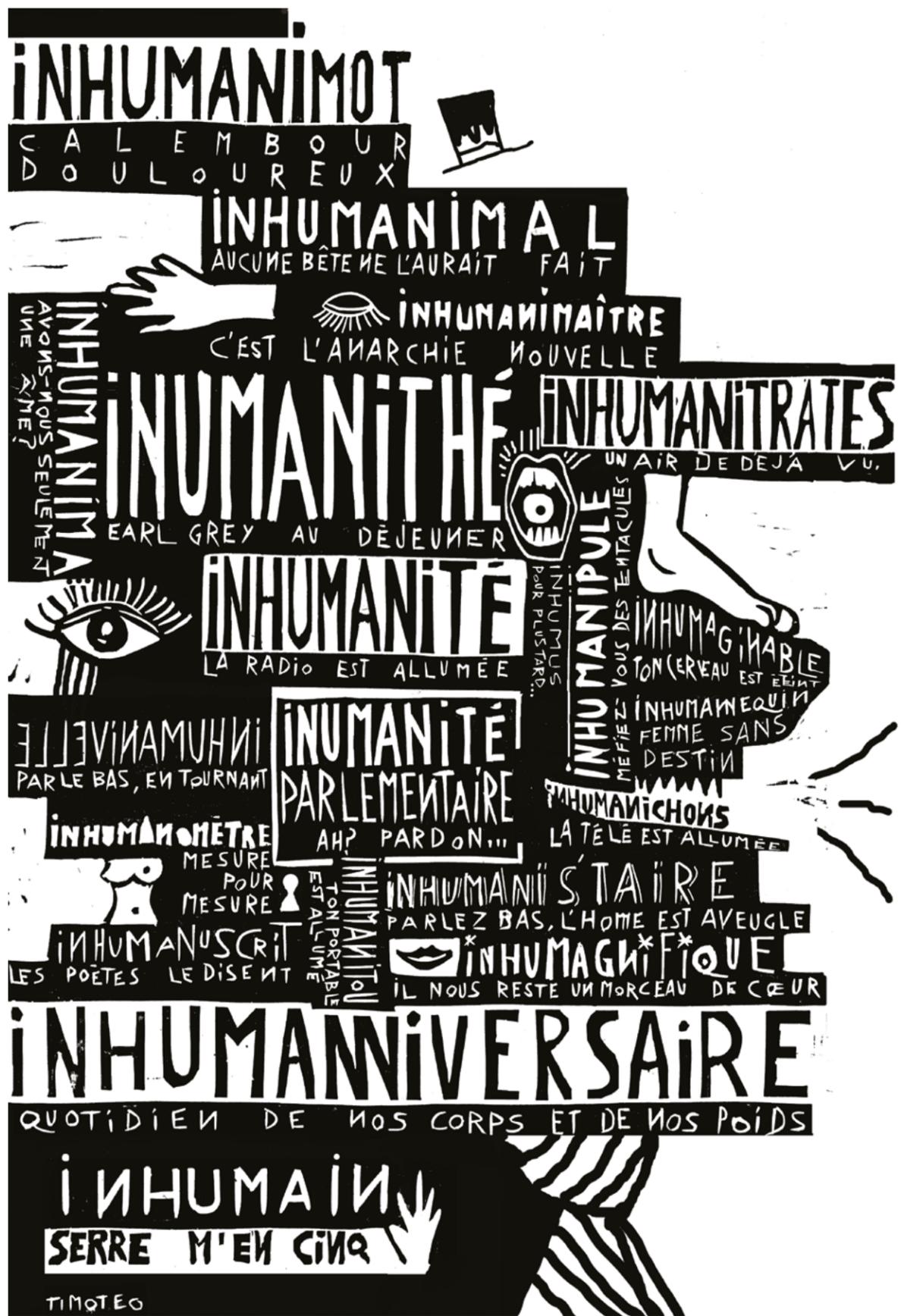


PROTÉGEZ
LES DERNIERS
M² SAUVAGES
À BXL



LES





DUR DUR D'ÊTRE ECOLO

Par **Éric VERMEERSCH**

Selon le sondage «Le Choix des Belges» RTBF - La Libre d'octobre 2023, Ecolo serait le grand perdant des élections de 2024. Les mauvaises langues ne seront pas surprises, Ecolo, c'est comme la marée, quand elle monte, elle redescend de suite.

Depuis toujours, les libéraux assurent à leur poignée d'adeptes la sauvegarde d'un train de vie soutenu, appuyés aujourd'hui par ceux qu'ils parviennent à embobiner et qui n'ont pourtant rien à y gagner, en exaltant le mérite et les baisses d'impôt. Jadis, les catholiques, les dimanches d'élections, envoyaient le prêtre en chaire de vérité inciter ses ouailles à cocher la bonne case. Puis, la gauche est arrivée en faisant remarquer que le gâteau n'était pas des masses bien partagé et qu'on pouvait y remédier. Cela a relativement fonctionné. «Votez pour nous, il y aura de la crème au beurre pour tout le monde».

Pour Ecolo, rien de tout cela, ni jours meilleurs, ni compte en banque bien garni ni paradis ou enfer ni chantilly. Ces gens doivent faire des voix en disant aux électeurs de changer de mode de vie, de choisir le minitrip à Durbuy plutôt qu'à Venise, de faire confiance aux TEC plutôt qu'à BMW, de boire de l'eau du robinet à Chièvres, de boycotter les meubles et les boulettes suédoises et on en passe.

Ils se voient forcer d'expliquer à des milliers de gens que tout ce qu'on leur a fait croire, vendu, inculqué depuis des années, que ce modèle, coulé dans la spirale de leurs gènes, va faire péter la planète. Aller dire à une bande de petits enfants du capitalisme, fils du capitalisme et capitalistes eux-mêmes que fondamentalement, le problème, c'est le capitalisme !

On nous dira qu'Ecolo fait parfois des choix

surprenants. C'est vrai que certains positionnent l'écologie au rang de maniaquerie pour bobos friqués du BW, nous avons tous des exemples. On nous dira aussi que ce parti est un peu compliqué, que sa structure n'est pas des plus limpides et qu'il s'exprime parfois de façon un peu désordonnée. Certes mais ce sont là des remarques et des débats d'initiés qui ne peuvent expliquer les difficultés d'Ecolo. Nous évoquons un discours peu vendeur. Il faut en tenir compte mais remarquons aussi et surtout la volonté de certains, encore fort nombreux, de jouer l'autruche. Le net est inondé de fausses informations qui contestent le réchauffement climatique ou, plus subtilement, nient la responsabilité humaine dans ce réchauffement. Un professeur espagnol témoignait lors de la campagne électorale en Espagne de la prédominance de plus en plus importante de cette négation chez ses lycéens. Certains partis, à la solde des entreprises, reconnaissent notre responsabilité du bout des lèvres et promettent que la science, encore une fois, sauvera le monde, inutile de crier au loup. Et enfin, c'est très tendance à l'heure actuelle, il faut désormais se battre contre les grands défenseurs de nos libertés individuelles. Prendre l'avion, rouler en 4/4, polluer tant qu'on veut, détruire notre lieu de vie à tous, c'est une liberté individuelle qui est bien plus sacrée que la sauvegarde d'une planète. Quand on voit que c'est là un discours de l'extrême droite, il y a des questions à se poser.

Nous vous parlons d'Ecolo. C'est un prétexte. Toute personne, tout groupe, toute entité qui veut porter l'écologie se heurte aux mêmes résistances. Il y a pourtant quelque chose de vendeur dans ce discours écologique, bien plus que la crème au beurre. Il s'agit tout simplement de notre survie.

INTRODUCTION

Julien CHARLES et Brigitte GLOIRE

Tous nos combats, toutes nos missions doivent intégrer une évidence : notre « maison » brûle, les conditions d'habitabilité de la planète Terre sont menacées.

Mais aucun de nos combats, aucune de nos missions ne peut, sous prétexte de l'urgence, ruser avec les principes de justice sociale et d'émancipation. Voilà le point de départ de ce numéro.

Notre planète est de plus en plus sous pression et ces dégradations se sont accélérées ces dernières décennies, parallèlement à la mondialisation de l'économie et à l'augmentation des flux de matières et d'énergies fossiles. La stabilité des grands écosystèmes vacille dangereusement et six des neuf limites planétaires ont déjà été franchies. Face à ces grands chambardements, comment ne pas faire de compromis avec l'horizon d'émancipation qui anime l'éducation permanente, le secteur socio-culturel et l'action associative en général? Cette question sera en quelques sortes le fil rouge de ce numéro que nous avons structuré autour de différentes « portes d'entrée ».

Pour commencer et contextualiser cet enjeu, un premier article nous rappelle que le système économique capitaliste est la source principale des problèmes écologiques auxquels nous sommes confrontés. Il pose d'emblée les choses comme elles sont : « Le fait est que sans reprise en main collective de l'économie pour la mettre au service d'autre chose que l'accumulation de profit par et pour une minorité, il n'y aura pas de solution à la hauteur de la catastrophe écologique ». Une approche critique et une réappropriation collective des espaces (publics, de travail, de loisir...) est nécessaire.

« Ouf ! » pourrait-on penser : nous, acteurs socio-culturels, ne sommes pas responsables du trou dans la couche d'ozone et pouvons donc continuer nos actions. C'est vrai mais aussi doublement faux. Vrai parce que nos activités ne sont pas les plus impactantes. Mais faux parce que, pour reprendre le titre d'un rapport discuté dans le deuxième article de ce dossier, il est possible et nécessaire de « Décarboner la culture » et des pistes pour avancer dans ce sens existent. Mais cela ne nous exonère pas d'une seconde réflexion, sur le contenu de nos productions : comment les leviers dont nous disposons pour informer, émanciper et faire dialoguer les citoyens doivent-ils, eux aussi, être mis au service de la décarbonation, de la dépollution et de la lutte contre le capitalisme fossile ?

Dans ce débat, la question de la liberté revient sans cesse. Est-on libre de polluer ? Notre liberté de mouvement peut-elle être limitée pour préserver la planète ? Deux interviews traitent ces enjeux de front, à l'aune aussi de la crise sociale suscitée par la manière dont l'Etat a géré les confinements et campagnes de vaccination contre le Covid. Les deux interviewées rappellent comment nos libertés dépendent de conditions pour être exercées : aujourd'hui être propriétaire, et demain ?

Parmi les divers acteurs qui se saisissent de ces enjeux à bras le corps, les centres culturels constituent un espace important. Nous n'aurons pas la place nécessaire pour identifier toutes les actions mises en œuvre mais nous prenons le temps, dans un cinquième article, d'identifier comment l'analyse partagée du territoire a constitué un ressort utile à la prise en charge des questions écologiques.

Une sixième contribution traite du nécessaire changement d'échelle et des alliances à construire à l'aune des défis environnementaux. Les initiatives existent, se renforcent et engrangent des succès qui donnent de l'espoir. Ces dynamiques positives semblent tenir à la possibilité de faire place à une pluralité de modes d'actions, y compris à travers des formes d'action plus violentes qui ne peuvent, de toute évidence, être portées par des structures largement subsidiées par l'État.

La septième et dernière contribution se déploie sous la forme originale de « quatre dialogues sur l'écologie populaire ». Elle ne peut être introduite ici sans la trahir. Tout ce que nous nous contentons de faire ici sera alors de vous

inviter à vous laisser emporter par les échos et résonances entre ces quatre dialogues, les six autres textes et les témoignages interpellant qui émaillent ce numéro. Ces réflexions, portées par des participants issus de milieux populaires nous rappellent que les effets des dérèglements climatiques ne sont pas seulement à venir mais déjà bel et bien perceptibles. Ici aussi la responsabilité du système de production et de consommation capitaliste est clairement identifiée.

Bonne lecture !



L'ÉLÉPHANT DANS LA PIÈCE

Par Cédric Leterme, Docteur en sciences politiques et sociales,
chargé d'étude au GRESEA

Face à l'urgence et à la gravité de la situation environnementale, il est évident que chaque acteur et secteur d'activité – y compris le secteur socio-culturel – a un rôle à jouer pour (tenter de) limiter le désastre. Mais il est tout aussi évident que les torts et les responsabilités ne sont pas équitablement partagés. Et surtout, que le problème est structurel, ce qui signifie que les solutions doivent l'être aussi. Or, les structures dominantes aujourd'hui ont un nom qu'il faut pouvoir prononcer : le capitalisme.



Les anglophones utilisent une expression amusante pour désigner un problème manifeste, mais que personne ne souhaite mentionner : « l'éléphant dans la pièce » (the elephant in the room). En matière de lutte environnementale, on peut dire que l'éléphant dans la pièce se nomme « capitalisme ». Impossible, en effet, de ne pas voir qu'il est au cœur du problème. C'est que le capitalisme repose, entre autres, sur la propriété privée des moyens de production et sur une exigence d'accumulation illimitée. La première se traduit donc par des décisions économiques prises par et en fonction d'une multitude d'intérêts particuliers sans considération pour l'intérêt général, tandis que la seconde rejette par définition toute solution qui ne serait pas compatible avec une logique de croissance. Difficile, dans ces conditions, d'espérer ramener notre modèle économique dans des limites compatibles avec la sauvegarde de la vie sur terre, a fortiori si l'on souhaite le faire de la façon la plus démocratique et équitable possible.

Et pourtant, on continue trop souvent de faire comme si « l'éléphant » capitaliste dans la pièce n'était pas là¹. Cette cécité (volontaire ?) conduit dès lors à mettre en avant des solutions dérisoires et/ou vouées à l'échec.

Il en va ainsi, par exemple, des appels colibristes² à ce que chacun fasse sa part, aussi infime soit-elle, pour affronter le désastre. Au risque d'oublier (ou de faire semblant d'oublier) qu'on n'a jamais éteint un feu à coup de gouttes d'eau...

a fortiori lorsque certains continuent en même temps de l'arroser d'essence. Un exemple parmi tant d'autres : ces dernières années, le développement de l'aéroport de Liège a annulé à lui seul les efforts de réduction des gaz à effet de serre du reste de la Wallonie...³

Plus largement, selon Oxfam, « les 1% les plus riches de la planète émettent maintenant plus de deux fois plus de CO₂ que la moitié la plus pauvre de la population mondiale »⁴. Et en 2017, une autre étude a calculé que les 100 plus grosses entreprises du monde étaient responsables de 70% des émissions mondiales de CO₂⁵. Dans ce contexte, la logique – et la décence – voudraient qu'on commence par là avant de demander à Monsieur et Madame tout le monde de faire pipi sous la douche.

Structures et responsabilités

Il y a toutefois deux écueils à éviter dans ce type de raisonnement. Le premier consiste à confondre responsabilité différenciée et absence de responsabilité. Que le gros des efforts à fournir dépendent d'une minorité d'acteurs ne signifie pas que les autres ne doivent pas agir. Il est parfaitement sain, et à vrai dire nécessaire, que tout le monde s'interroge sur la soutenabilité ou non de ses modes de consommation, de déplacement, de loisirs, etc. C'est d'autant plus vrai dans nos pays riches où une grosse majorité de la population s'est habituée à des modes de vie impossibles à généraliser à l'échelle de la planète⁶.

1 Lire, entre autres : F. Lordon, « Maintenant il va falloir le dire », La pompe à phynance (Blog du Monde diplomatique), 30 novembre 2021.

2 Du nom du « Mouvement colibris » fondé notamment par Pierre Rabhi et qui tire son nom d'une légende amérindienne selon laquelle, face à un terrible incendie ravageant une forêt, « Seul le petit colibri s'activait, allant chercher quelques gouttes avec son bec pour les jeter sur le feu. Après un moment, le tatou, agacé par cette agitation dérisoire, lui dit : « Colibri ! Tu n'es pas fou ? Ce n'est pas avec ces gouttes d'eau que tu vas éteindre le feu ! » Et le colibri lui répondit : « Je le sais, mais je fais ma part. » (cf. le site du mouvement : www.colibris-lemouvement.org). Outre l'authenticité controversée de cette « légende », on lui a surtout beaucoup reproché d'incarner une « écologie des petits gestes » aveugle aux rapports de force et aux déterminants structurels de la crise environnementale. Lire, par exemple : M. Faujour, « Les colibris n'éteindront pas l'incendie », Le Monde diplomatique, octobre 2017.

3 Selon les calculs du climatologue liégeois Pierre Ozer, lire : P. Ozer, « Les émissions de CO₂ à Liège Airport explosent et annulent la totalité des efforts wallons de réduction de dioxyde de carbone », ORBi (ULiège), 16 février 2021.

4 « Les inégalités des émissions en 2030 », Note d'information conjointe, Oxfam-IEEP, novembre 2021.

5 « Carbon Majors Report 2017 », Carbon Disclosure Project, 2017.

6 Pour une idée de ce que l'on pourra encore se permettre en termes de consommation matérielle dans une société réellement « durable », lire notamment : P. Bihouix, L'Âge des low tech. Vers une civilisation techniquement soutenable, Paris, Seuil, 2014.

Mais le deuxième écueil consiste aussi (et surtout) à ne pas voir que le problème est structurel, et qu'il appelle donc des solutions qui, précisément, s'attaquent aux structures plutôt qu'aux acteurs et aux comportements qui en sont (largement) dépendants. Pour le dire autrement, même en pondérant et en hiérarchisant les efforts par degré de responsabilité, on n'arrivera à rien si on ne touche pas au cadre dans lequel ces « efforts » se déploient.

Les parties et le tout

On en trouve un bon exemple dans les plans de « compensation carbone » mis en avant par de nombreuses entreprises ou industries dans le cadre de leur stratégie de « neutralité carbone à horizon 2050 ». Sans même rentrer dans les nombreux problèmes que pose le principe même de la « compensation »⁷, Oxfam nous rappelle qu'« il est mathématiquement impossible de planter suffisamment d'arbres pour atteindre les objectifs zéro émission nette cumulés annoncés par les gouvernements et les entreprises, car il n'y a tout simplement pas assez de terres » (c'est nous qui soulignons)⁸. C'est ce qu'on appelle un sophisme de composition : penser (ou faire croire) que ce qui vaut pour une partie vaut pour le tout.

Or, ce sophisme (que l'on retrouve à l'identique en matière d'électrification du parc automobile, par exemple, ou encore de production de « carburants alternatifs ») est l'expression même des contraintes structurelles du capitalisme que nous avons évoquées ci-dessus, à savoir la propriété privée des moyens de production et l'exigence d'accumulation illimitée. Sans une planification minimale à l'échelle macroéconomique, rien ne garantit que l'addition de décisions individuelles de la part des entreprises pourra donner des résultats satisfaisants, surtout dans un contexte où ces mêmes entreprises continuent de se faire concurrence pour croître le plus possible...

L'impasse de la vertu

7 À ce propos, lire par exemple le dossier « Neutralité carbone – Fuite en avant climatique » du GRESEA Echos (n°110, juin 2022).

8 « Pas si net. Objectifs climatiques « zéro émission nette » : conséquences sur l'équité foncière et alimentaire », Oxfam, août 2021.

9 « C'est l'histoire du PDG de Danone qui vient de perdre la moitié de ses pouvoirs suite à une fronde des actionnaires... », RTBF.be, 4 mars 2021.

Dans ce contexte, se contenter de pointer du doigt les gros pollueurs sans mettre en cause les structures qui les soutiennent (et les encouragent) risque donc de ne pas suffire. Pour s'en convaincre, faisons une petite expérience de pensée. Supposons qu'un dirigeant d'entreprise décide spontanément de réduire son activité pour la rendre compatible avec les limites planétaires. Supposons également qu'il accepte de redistribuer la richesse restante de manière à ce que personne dans son entreprise n'y perde (trop). Dans un contexte où rien ne l'y oblige, et où, au contraire, tout le pousse plutôt à faire exactement l'inverse, on mesure déjà la probabilité d'un tel scénario... Rappelons à ce propos le sort qu'a connu le chantre (pour autant modéré) de la responsabilité écologique et sociale des entreprises, l'ancien PDG de Danone, Emmanuel Faber. En 2021, celui-ci est démis avec fracas de ses fonctions sous la pression d'actionnaires qui lui reprochent, entre autres, ses piètres résultats financiers... Conclusion d'un éditorialiste de la RTBF : « c'est bien d'avoir des projets sociétaux, mais il faut aussi et d'abord s'occuper de sa comptabilité et des rayons alimentaires ».⁹

Mais admettons que ce dirigeant éclairé existe et qu'on le laisse faire (on l'aura compris, si l'entreprise est cotée en bourse, c'est donc déjà exclu). Alors ses concurrents moins vertueux se jetteront simplement sur les parts de marché laissées vacantes et le résultat net sera nul d'un point de vue environnemental.

Le fait est que *sans reprise en main collective de l'économie* pour la mettre au service d'autre chose que l'accumulation de profit par et pour une minorité, il n'y aura pas de solution à la hauteur de la catastrophe écologique. Et dans la mesure où une telle reprise en main est en contradiction directe avec les fondements mêmes du capitalisme, il va falloir choisir à relativement brève échéance entre le capitalisme ou la planète. Un choix qui devrait être facile à faire, mais qui

se heurte précisément à la puissance acquise par la (re)production structurelle des logiques capitalistes. Un constat qui avait d'ailleurs déjà poussé le théoricien marxiste Fredric Jameson à déclarer en 1994 : « il est plus facile d'imaginer la fin du monde que la fin du capitalisme »¹⁰.

Desserrer l'étau

C'est que, par définition, nous sommes toutes et tous pris à des degrés divers dans ses contraintes. Quand des travailleurs de l'aéroport de Liège se mettent en grève au nom de l'emploi pour soutenir leur direction contre un durcissement (timide) des contraintes environnementales, par exemple¹¹, ce n'est pas tant par aveuglement que parce qu'ils dépendent objectivement de ces emplois qui détruisent pourtant la planète (et bien souvent leur propre corps). Mêmes les consommateurs, cette figure mythique de l'individu libre et souverain que l'on convoque trop souvent pour justifier les pires excès – « après tout, si les gens n'achetaient pas, ces entreprises n'existeraient pas ! » –, même ces « consommateurs », donc, n'ont bien souvent pas le choix de ce qu'ils consomment, ni même (surtout) le choix de consommer tout court¹².

Encore une fois, s'il est donc nécessaire et salutaire de s'interroger sur nos propres comportements et habitudes, il est tout aussi nécessaire de toujours garder en tête ce que ces derniers doivent au système qui les favorise, voire les impose. Dès lors, plutôt que de viser une exemplarité que tout concourt à rendre difficile – et même largement impossible –, l'enjeu consiste peut-être surtout à

desserrer l'étau capitaliste partout où c'est possible, notamment pour se ménager un maximum d'espaces et de moments de réappropriation collective de nos conditions d'existence : sur nos lieux de travail (à travers des assemblées de travailleur-euses ou des mouvements de grève), dans nos quartiers (en y déployant de nouvelles pratiques d'entraides ou d'autogouvernement), dans nos loisirs (en essayant de rompre avec les logiques marchandes et individualisantes)...

On ne pourra toutefois généraliser ces moments et ces espaces qu'en se confrontant collectivement et directement avec les structures dominantes et ceux qui en bénéficient. Ce qui soulèvera, tôt ou tard, la question de la violence. Un autre « éléphant dans la pièce » tant celle-ci reste un sujet tabou alors même qu'elle se fait de plus en plus présente dans la répression des mouvements écologistes, ainsi que dans les conséquences plus larges des emballages environnementaux en cours¹³.

10 F. Jameson, *The Seeds of Time*, New York, Columbia University Press, 1994.

11 « Grève à Liège Airport: près de 1.000 travailleurs se sont rendus devant le Gouvernement wallon pour soutenir l'extension de l'aéroport et « éviter une catastrophe sociale » », *Belga*, 11 janvier 2023.

12 Lire à ce propos l'excellent ouvrage d'Anthony Galluzzo, *La fabrique du consommateur. Une histoire de la société marchande*, La Découverte, Paris, 2020.

13 Sur ces questions, lire par exemple : A. Malm, « Théorie et pratique de la violence du carbone », *Le Grand Continent*, 25 mai 2022.

LIBERTÉ, J'ÉCRIS TES NOMS

Depuis le Covid, les droits et libertés sont mangés à toutes les sauces. On dirait que nous avons de plus en plus de mal à nous accorder sur la définition et les usages d'un concept et d'une pratique que nous pensions pourtant ancrés et solides. Mises au point nécessaires avec **Véronique van der Plancke**, conseillère juridique à la FDSS (Fédération des Services sociaux) et **Florence Caeymaex**, philosophe et professeure à l'ULg. Rencontre avec **Paul Hermant**.

Discussion avec Véronique van der Plancke

Paul Hermant : On peut avoir l'impression aujourd'hui que la liberté qui était une notion émancipatrice est devenue réac, ou au moins conservatrice.

Véronique van der Plancke : C'est probablement parce que même les acteurs progressistes sont « pollués » par l'approche néolibérale des libertés individuelles. Nous entendons les individus réclamer la liberté de prendre leur voiture partout et toujours, ou l'avion ou la liberté de refuser un vaccin même lorsqu'il apparaît être un passage collectif obligé pour protéger les personnes dont la santé est fragile ... À mon sens, une confusion est entretenue entre, d'une part, les *libertés fondamentales* et, d'autre part, la *liberté hyper-individualisée*, notamment *consommeriste*, prédatrice et au final destructrice. C'est une version très appauvrie de l'idée de liberté. La liberté de consommer sans limite des énergies fossiles pour garantir son propre confort n'est pas une liberté fondamentale que l'État doit protéger. Parce qu'elle est destructrice : ainsi, selon les chiffres de l'OMS en 2018, la pollution de l'air tue 7 millions de personnes par an.

En réalité, *les libertés fondamentales* conquises de haute lutte, et que les États doivent garantir, sont des *libertés collectives* qui libèrent de l'obscurantisme et

de l'exploitation. Historiquement, les libertés fondamentales ont été consacrées pour résister à l'État oppresseur, arbitraire et marginalisant les populations socialement défavorisées ou identitairement minoritaires. Il s'agit de « liberté-résistance », mais aussi de « liberté-vigilance », car elles ne sont jamais définitivement acquises, mais en conquête permanente. Rappelons aussi que ces libertés aussi fondamentales soient-elles, ne sont jamais absolues. C'est la liberté d'expression, d'association (dont la liberté syndicale), de presse, la protection des minorités, la liberté de circulation, la liberté de désobéir (encore récemment consacrée par un arrêt du Conseil d'état français du 11 août 2023, dans l'affaire dite « Soulèvements de la terre »)... qui nous libère de l'autoritarisme. Ces libertés sont collectives et non individualistes. Bien sûr elles se traduisent jusqu'à valoir pour chaque être humain mais ces libertés ne sont pas prédatrices, à l'inverse de certaines libertés réclamées aujourd'hui par une part significative de la population.

Nous devons retrouver la voie des libertés collectives, des libertés fondamentales. Et les défendre sans relâche, d'autant plus qu'elles sont en perpétuel danger. On peut l'illustrer par des exemples forts, qui doivent nous mobiliser tout entier. Prenons *la liberté de manifester* : le 25 août 2022, la ministre de l'Intérieur a promulgué une circulaire conférant



aux bourgmestres la compétence d'imposer une interdiction individuelle et préventive de manifestation lorsqu'il « dispose [de] renseignements sur la base desquels il apparaît qu'une personne est susceptible de troubler l'ordre à l'occasion d'une manifestation organisée sur le territoire de sa commune ». En juillet 2023, la Commission Justice du parlement fédéral a approuvé un projet de loi du gouvernement visant à introduire une interdiction judiciaire de manifester dans le Code pénal. La liberté de manifester est, sans conteste, menacée. **La liberté de circuler** : elle est totalement niée pour les migrants et, en conséquence, en moins d'une décennie, près de 28 000 personnes migrantes ont perdu la vie en traversant la mer Méditerranée. C'est terrifiant et humainement inacceptable. **La liberté d'aller et de venir** : l'entrée en vigueur, à partir de ce 1^{er} septembre, de la dernière phase de la réforme du ministre de la Justice Vincent Van Quickenborne (Open VLD) qui prévoit que les peines de six mois à deux ans de prison seront désormais exécutées conduira inévitablement à une augmentation de la population carcérale (on dénombre actuellement 11.513 détenus dans les prisons du pays, alors que la capacité totale s'élève à 10.432 places), ce qui générera plus d'indignité pour les détenus, dont la privation de liberté confinerà à l'asphyxie. C'est une vraie régression.

Paul H. : Les libertés ne sont pas automatiquement conductrices d'égalités, tandis qu'éradiquer une inégalité profite à la liberté de tout le monde ou en tout cas du plus grand nombre.

Véronique vdP : Les libertés vues comme la possibilité « narcissique » (pour reprendre l'expression de la philosophe autrichienne Isolde Charim dans « Les tourments du narcissisme ») réclamée par un individu de faire tout ce à quoi son idéal du soi l'invite, quitte à être prédateur, ne créent pas d'égalité. Mais ce ne sont pas des libertés fondamentales. Les libertés fondamentales créent de l'égalité puisqu'elles refusent au petit nombre le monopole de l'expression légitime (pour la liberté d'expression), elles refusent au petit nombre le monopole du pouvoir (la liberté de se porter candidat aux élections, etc.). Toutes les libertés fondamentales sont porteuses d'égalité.

C'est d'ailleurs en cela qu'il s'agit de liberté à protéger, et non de prédation décomplexée. Autrement dit, seules les libertés qui conduisent à plus d'égalité devraient être protégées, promues par l'État.

Le combat contre les inégalités profite, en effet, toujours, au plus grand nombre. Mais certains verront leurs privilèges rabetés et s'opposent donc, avec véhémence, à une mesure luttant contre les inégalités (ex. le décret inscription rendant moins certain l'accès à des écoles « jugées de bon niveau » aux élèves de classes socio-culturelles favorisées). Il faut tenir face à ces oppositions. En effet, prendre conscience des injustices qu'on subit est beaucoup plus facile que de prendre conscience de nos privilèges et d'accepter d'y renoncer.

Paul H. : On peut avoir l'impression que propriété et liberté sont aujourd'hui quasiment synonymes, qu'il existe une légitimité plus grande à exercer une liberté si on est propriétaire que si on ne l'est pas.

Véronique vdP : La propriété de sa propre voiture, de son propre accès à la mer lorsqu'on a une villa sur la côte, la propriété financière... est toujours le fruit d'un accaparement de ressources collectives. Le droit de propriété n'est pas une liberté fondamentale sur le même pied que celle que j'ai évoquée précédemment : il a été concédé dans un contexte à la fois capitaliste mais aussi de rejet des captations par un État ou des forces dominatrices. Dire qu'il existerait une légitimité plus grande de se comporter de façon libre lorsqu'on est propriétaire que si on ne l'est pas, serait une justification flagrante des rapports de domination.

Paul H. : Le Covid a fait bouger le sens du mot liberté et l'a remis dans les mains et dans les mots de gens qui en étaient les plus farouches adversaires. On a vu des groupements d'extrême droite s'en prendre à des mesures décrétées liberticides. Ce jeu de dupes continue et s'amplifie aujourd'hui. Pour autant, la façon dont les gouvernements supposés démocratiques ont mis un certain nombre de libertés constitutionnelles, notamment, en veilleuse pose également question.

Véronique vdP : L'extrême droite considère traditionnellement que les libertés fondamentales doivent céder le pas au rêve d'harmonie où l'individu ne se confond avec la masse choisie que parce que cette masse est parfaite. Je suis parfait et le nous est parfait. Je suis fort donc je n'ai pas besoin de vaccin contre le COVID et tant pis si les faibles en pâtissent voire tant mieux puisque le groupe auquel j'appartiens est parfait. Pendant le covid, il n'était pas tant question pour l'extrême droite de revendiquer la protection des libertés fondamentales, mais plutôt de l'expression d'une suprématie dangereuse et décomplexée, avec une perpétuelle tentative de déstabiliser l'État démocratique et décrédibiliser ses décisions. On retrouve ici les lignes de fractures structurantes du débat : exercice des libertés fondamentales *versus* promotion des libertés hyperindividualistes aux dérives narcissiques.

D'un autre côté, nous avons également assisté à un grand mouvement classique du pouvoir. Lorsqu'il perd le nord, il se renforce. Il sert les coudes. Lorsque le pouvoir n'arrive plus, dans sa séparation entre le législatif, l'exécutif et le judiciaire, à générer de la cohésion, il se crispe et rabotte son intelligence. C'est un mouvement paradoxal parce que c'est justement à ce moment qu'on aurait besoin d'un État plus intelligent. Mais dans la peur de se perdre, il se crispe et se racrapote. Il rabotte les libertés fondamentales pour qu'il n'y ait pas d'entrave à son pouvoir.

Paul H. : L'urgence planétaire aujourd'hui nécessiterait de prendre des mesures collectives qui, d'évidence, peuvent aller à l'encontre des façons que nous avons, depuis une quarantaine d'années, d'exercer nos libertés, ici dans les pays du Nord.

Véronique vdP : Effectivement, depuis la grande conquête de la sécurité sociale qui a privé un petit nombre de s'accaparer du profit ou de la croissance et l'a redistribuée vers le plus grand nombre, nous dérivons vers une conception hyper-individuelle de la liberté qui nous amène, selon moi et comme déjà dit, à confondre libertés fondamentales et prédation débridée. L'urgence planétaire nous inviterait à créer la liberté collective de disposer également d'un

environnement protégé des prestations de tous genres, de la pollution, de la privatisation des terres agricoles et des espaces verts, ou des nappes phréatiques... Cette liberté fondamentale de jouir d'un environnement sain imposerait aux *happy few* des restrictions importantes comme celle de prendre l'avion chaque semaine (la moitié des trajets en avion sont faits par 5 % de la population), de consommer de la viande à outrance ou de chauffer sa piscine, ou de rouler sans limites avec des trésors de technologie qui consomment des terres rares. Si les libertés fondamentales se mesurent à l'égalité qu'elles génèrent, oui, il faudra retirer à un petit nombre pour préserver le plus grand nombre. Lorsqu'on a permis à chacun de se porter candidat aux élections, on a retiré à certains le monopole de la fonction politique. On peut regretter que ce moment n'ait pas été accompagné par un transfert du devoir de ramasser les poubelles sur ceux qui monopolisent les ressources, parce qu'ils feraient moins de déchets ;-).

Les comportements qui abîment le collectif doivent être proscrits. Nous devons construire un sens revisité des libertés fondamentales autour de la création de communs et de son corollaire, l'interdiction de la prédation.

Et je voudrais encore ajouter à ceci que ces restrictions individuelles seront nécessaires, même si les efforts individuels ne couvriront probablement qu'un quart des efforts à accomplir. Ce sont, outre les modes de consommation, les modes de production qu'il faudra naturellement transformer en profondeur et à large échelle.

Paul H. : Parlons du rationnement de l'énergie qui est une mesure qui, selon la chercheuse Mathilde Szuba par exemple, se ferait au bénéfice des plus précarisés. Le rationnement suppose qu'il faille faire un choix entre plusieurs usages. Et donc d'arbitrer entre plusieurs usages de la liberté de circuler, de se chauffer, etc...

Véronique vdP : Mathilde Szuba défend une politique indispensable de rationnement, en matière d'énergie. Le rationnement s'impose d'urgence à nous au regard des limites planétaires, se concrétisant soit en l'épuisement des

ressources (ex. assèchement des nappes phréatiques), soit en dérèglement climatiques et environnementaux graves (ex. : il faut limiter au maximum l'usage du charbon pour son potentiel destructeur, plus que pour la pénurie des ressources en charbon que nous n'avons pas encore atteinte...). La particularité du rationnement est qu'il consiste en une politique de réduction collective et partagée des ressources – une vraie redistribution donc -, ou autrement dit en des efforts d'auto-limitation et de coordination de ces efforts. En l'absence d'une telle politique, ce sont les « forts/riches » qui captent toujours les rations, et les pauvres qui en sont privés (notamment

parce que devenues rares, les rations sont trop chères). On peut imaginer donc un nombre limité de voyages aériens par personne sur une vie, un nombre maximal de véhicules en circulation, un moratoire sur la construction de piscines privées, ... le tout compensé par des dispositifs communs et accessibles (parc de véhicule partagé, réouverture de gares et de piscines communales,...). Bien entendu, l'acceptation sociale de ce nouveau niveau de contrainte dépendra de la légitimité de l'État qui les impose. Les États engagés sur cette voie « interventionniste » devront être irréprochables dans leur bonne gouvernance et donner l'exemple.

Discussion avec Florence Caeymaex

Paul Hermant : La question de la liberté ne s'est pas contentée d'être omniprésente pendant la crise du Covid : elle y a aussi fait effet de séparateur entre les manières de se comporter et de jauger un événement qui a atteint à la fois les individus et le collectif. C'est vrai par exemple pour le secteur associatif, pourtant habitué aux questions collectives et communautaires, mais dans lequel le débat sur les libertés individuelles a été intense. Est-ce que l'on peut considérer la période pandémique du Covid comme un tournant de ce point de vue ?

Florence Caeymaex : Oui. Tout le monde a vécu là quelque chose d'absolument exceptionnel... J'ai aujourd'hui 52 ans et jamais auparavant je n'avais connu de situation dans laquelle les pouvoirs publics s'étaient autorisés à limiter mes mouvements d'une façon aussi considérable. Sans doute certaines personnes, venant par exemple de terrains de guerres, avaient-elles déjà vécu de tels événements, mais notre pays n'avait pas connu cela depuis au moins 80 ans : bien peu de gens peuvent encore s'en souvenir. Il faut évidemment préciser qu'il ne s'agit pas de n'importe quelle liberté, mais bien de celle d'aller et de venir, c'est-à-dire aussi d'avoir une vie sociale, de vivre des activités de groupe, de faire des rencontres. Cette liberté-là, on l'écrit avec un grand L et devoir s'en passer est considéré comme une privation majeure. Mais ce n'est là qu'un aspect

de la question. Parce qu'en fait, cette liberté fondamentale qui semble avoir toujours été là, elle dépend de nombreuses conditions que l'on n'aperçoit plus et qui ne sont plus interrogées, tant elles ont été invisibilisées. De sorte que, durant le Covid, le débat public est très rapidement passé de l'observation de la contrainte à la question de la dictature. Il manquait un segment à la discussion. Qui aurait permis de noter, par exemple, que les contraintes sur les corps ont été bien plus fortes dans les pays autoritaires et de relativiser l'usage qu'ont fait de cette contrainte nos pays hyper favorisés...

Paul H. : Précisément, on dirait que la liberté a partie liée au corps, à la contrainte faite au corps, qu'elle en est devenue indissociable. Ce corps politique, il semblait pourtant avoir presque disparu avant cette pandémie. Il semble être revenu avec le vaccin et depuis il est devenu central.

Florence C. : Dans la théorie politique actuelle, qui demande une nouvelle fois que nous faisons abstraction de ce qui se passe ailleurs sur le globe dans des situations bien moins privilégiées, le présupposé le plus ordinaire est que nous soyons toutes et tous des corps individuels propriétaires de nous-mêmes. Le fait que ce corps nous est propre engage le droit au respect de son intégrité physique : il me semble qu'il s'agit là d'une position en effet tout à fait

défendable et qui doit continuer de l'être. Maintenant, le corps dont il est question ici n'est pas le corps réel : ce n'est pas un corps biologique, c'est le corps conceptuel de notre théorie politique. Parce que le corps biologique, c'est tout de même un peu plus compliqué que ça : on n'est même pas sûrs qu'il nous appartienne en propre. Cette pandémie et sa dissémination nous ont montré, par exemple, à quel point il était en fait lié aux autres. Les corps produisent quelque chose comme une solidarité biologique et physique... Les limites de notre individualité ne sont pas tout à fait claires, ce que certaines biologies mettent désormais clairement en évidence. Un autre corps apparaît qui se met en travers de la théorie politique et qui réfléchit autrement aux articulations et aux mécanismes qui permettent au corps individuel de s'associer sans se détruire ou se collisionner mutuellement. C'est la théorie de Hobbes et des multitudes. De sorte que la question aujourd'hui consiste plutôt à se demander comment faire de cette multitude un corps politique qui tienne le coup.

Paul H. : Mais ce corps politique, ce n'est pas lui qui était en première ligne lors du Covid, c'était plutôt le corps consommateur, le corps producteur, le corps au labeur, aussi le corps jouisseur.

Florence C. : En tout cas je dirais que le corps biologique était très présent. Mais aussi, pour le dire de manière très générale, le corps en tant qu'objet : le corps productif et reproductif a en effet été mis fortement au travail dans ses dimensions physiques ou organiques. C'est lui qui est largement réapparu via la pandémie, essentiellement et malheureusement dû au fait nous sommes tombés malades ou que nous l'étions potentiellement. Le virus nous a obligés à prendre en compte un certain nombre de dimensions de nos corps : maladies réelles pour certains, risques d'accidents respiratoires ou de gripes pour d'autres, objets de soins dans des hôpitaux en tension, objets de panique et de tentative de contrôle dans les maisons de repos, etc... Pour pouvoir explorer toutes ces facettes et toutes ces dimensions, nous aurions besoin d'une biologie à facettes multiples ou, à mieux dire, d'une enquête bio politique du virus...

Paul H. : En parlant de choses qui se déplacent et de notions qui bougent, on s'est surpris à constater qu'avec le Covid, l'usage de la notion de liberté dans la sphère publique avait été utilisée par des gens qui en étaient historiquement les principaux adversaires. Est-ce que la liberté est devenue une idée réac ?

Florence C. : Oui, mais uniquement parce que la notion de liberté qui a été importée dans ce débat en propose une version très dégradée. Il s'agit d'une définition terriblement appauvrie par des décennies de dogmatisme et de théories libérales, entièrement repliée sur le droit à disposer de soi-même. Là encore, je pense que le droit de disposer de soi-même est quelque chose d'essentiel mais à condition qu'on le situe dans un ensemble de conditions collectives. Même les théories libérales un peu sérieuses prennent en compte le fait que la capacité de pouvoir disposer de soi-même dépend de certains dispositifs politiques et sociaux et que, par exemple, c'est bien l'optimisation de l'état de santé dont nous jouissons dans nos pays qui rend possible toutes les libertés dont nous jouissons. La liberté de circuler est intrinsèquement liée, indépendamment des conditions sécuritaires externes, à la façon dont nous sommes physiquement protégés. Si je me casse la jambe au fin fond des montagnes, je peux me dire deux choses. La première, c'est que j'ai évidemment pris le risque de le faire parce que j'en ai la liberté et que je dispose de l'autonomie suffisante pour aller en montagne. Et la deuxième, c'est qu'il existe toutes sortes de dispositifs – jusqu'aux hélicoptères – qui vont intervenir et garantir des soins de santé capables de protéger ma vie... Les gens qui vivent des situations d'insécurité physiques et matérielles ne voyagent pas : dans le Sud global, la liberté que nous revendiquons est entièrement dépendante des investissements collectifs et des protections que procurent ou pas des dispositifs sociaux publics. Est-ce que ces mécanismes de protection sont autoritaires ou émancipateurs, c'est la question qui sépare. La position de la droite dure est de prétendre que la liberté dépend exclusivement de conditions individuelles et que ces dispositifs ne sont rien d'autre que des contraintes

liberticides : c'est ce qui s'est passé durant le Covid. Mais en disant cela, on installe une sorte de paravent derrière lequel on permet la destruction de ces systèmes collectifs et publics qui, de fait, rendent possibles l'exercice des libertés. C'est l'objectif.

Paul H. : Précisément. Si je dis que les libertés ne sont pas automatiquement conductrices d'égalité tandis que le combat contre les inégalités, lui, garantit l'acquisition de libertés pour tout le monde, est-ce que nous sommes d'accord ?

Florence C. : Plutôt, en effet. Mais l'idée n'est pas facile à faire passer. La liberté est un vain mot si elle n'est pas la liberté de toutes et tous : entre la liberté et l'égalité, il existe donc une implication réciproque. Les femmes, pour prendre cet exemple, continuent de lutter pour un certain nombre de droits en associant aujourd'hui à leurs luttes d'autres minorités – de genre, trans, etc... – et l'on voit bien que ces luttes pour obtenir une capacité d'agir renforcée et pour participer plus pleinement à la vie sociale sont indissociables de l'idée d'égalité : les libertés ainsi acquises valent pour tout le monde. Dans l'autre sens, ce que l'on appelle l'égalité au sens de l'égalité de conditions suppose l'existence ou la mise sur pied de toute une série de dispositifs et d'infrastructures collectives : une sécurité sociale, des services publics et de la justice sociale, pour commencer. Ce sont des conditions indispensables à l'exercice des libertés. Que voulez-vous faire d'une liberté qui vous serait accordée si vous êtes trop malade ou trop pauvre ?

Paul H. : Précisément, est-ce qu'il ne s'agirait pas de se ressaisir de la mémoire perdue des perdants, de toutes ces tentatives qui ont eu lieu dans le passé, qui se sont même développées à travers le temps mais dont les succès ont été occultés, quand elles n'ont pas été simplement étouffées ou anéanties ?

Florence C. : Enquêter sur notre passé afin de changer de regards et de modalités d'actions nous permettrait peut-être de découvrir en effet que ces tentatives d'organisation n'ont jamais complètement disparu. C'est le cas par exemple en Amérique latine où des formes de résistances

des peuples autochtones ont toujours réussi à se maintenir et à percoler. Jusqu'à parvenir à porter au pouvoir certains dirigeants politiques. Mais surtout à faire vivre des universités autochtones, des mouvements de femmes, des formes communalistes... Paradoxalement, c'est sans doute la situation coloniale prolongée dans laquelle les populations se trouvent qui a permis à ces modes d'auto-organisation de se maintenir en obligeant, en quelque sorte, à créer des formes de communautés permettant la résistance. Chez nous, c'est différent : les compromis que nous avons passés avec les formes d'organisations sociales capitalistes nous ont privés des ressorts issus de la culture populaire. Et puisqu'il n'y a pas chez nous l'équivalent des cultures autochtones, nous devons donc trouver d'autres moyens de cultiver les mémoires. Mais là, je pense qu'elles sont en train de remonter comme le pétrole à la surface des eaux au 19^{ème} siècle aux États-Unis sur les lacs du Nord ! Ce retour vers cette mémoire des luttes ou des organisations sociales est important car il permet aussi de ne pas fantasmer trop rapidement des choses comme le renversement de gouvernements ou la prise du pouvoir... Je crois vraiment à l'importance de penser les longues durées. Et donc aussi de se frotter à la question de ce qu'il faut faire d'un passé embarrassant. Il va nous falloir démanteler, comme on dit dans l'industrie nucléaire et comme y invitent Alexandre Monnin, Diego Landivar et Emmanuel Bonnet dans leur livre « Héritage et fermeture ». De ce côté-là aussi, du côté des choses qui vont durer malgré nous et que l'on appelle les « communs négatifs », on traîne un bagage, et il est terrible. Une fois encore, il nous faut saisir les deux mouvements à la fois : s'inspirer du passé d'un côté et le démanteler de l'autre.

Paul H. : Venons-en à la question propriétaire. On dirait qu'aujourd'hui, propriété et liberté sont devenus quasiment synonymes et qu'il existe une légitimité plus grande à jouir d'une liberté si on la possède...

Florence C. : Que faire en effet de cette croyance féroce dans la propriété privée ? Un immense courant de la philosophie politique mais aussi

de pensées élaborées dans les luttes renvoient pourtant à l'idée que la propriété, c'est le vol. Et on a de bonnes raisons de le penser si on se base sur la dynamique de modernité européenne des ces 400 ou 500 dernières années qui ont bouleversé l'usage fait de la terre. L'anthropologue et économiste Karl Polanyi avait d'ailleurs noté, après avoir étudié l'économie des sociétés non modernes africaines, que cette façon eurocentrée de mettre en marché la terre, le travail et la monnaie était une exception dans l'histoire de l'humanité. Il est effectivement important de rappeler que cette idée de la propriété n'a jamais pu réellement fonctionner que dans les contextes où des formes d'organisations collectives se sont chargées de la garantir et de l'autoriser, permettant l'appropriation des ressources communes par certains au détriment des autres et privilégiant de fait la liberté de certains contre la liberté des autres. C'est pourquoi il est toujours bon de rappeler que la liberté, ce n'est pas d'agir à sa guise mais d'avoir la possibilité ou la capacité de déployer ses propres capacités dans ses relations avec les autres. Alors, sans aller jusqu'à aborder l'abolition pure et simple de la propriété privée, je pense en tout cas qu'il est vraiment nécessaire de réarticuler la question de la propriété avec celle de l'accès et de l'usage : il s'agit de ne pas mutiler ce qui existe, d'une part, et de répondre à la question des besoins et des demandes, d'autre part. Nous disposons d'un important corpus de théorisations d'économie et de philosophie politiques sur la question : on peut parler de propriétés collectives, on peut aussi parler de communs, on peut parler de porosités entre privé et collectif... Il existe un grand nombre de propositions pour répondre à la prééminence de la solution propriétaire. Nous ne sommes pas démunis.

Paul H. : Il existe également la question du rationnement, donc de la limitation des usages et des accès et conséquemment de celle des libertés ou de l'idée que l'on s'en fait. On a compris maintenant que l'on ne pourrait pas continuer à supporter un train de vie occidental bien longtemps et qu'il va falloir faire des choix. Dans un monde fini, les possibilités aussi sont finies. Il ne fait toutefois aucun doute que cette nouvelle donne va engendrer conflits et contestations.

Florence C. : L'enjeu me semble être de bien articuler. Je veux dire de se préparer, littéralement, à parler clairement, à se faire entendre, à proposer un discours raisonnable, rationnel même. Il s'agit d'affronter raisonnablement cette évidente conflictualité. Et de la penser également de façon globale, c'est-à-dire de l'articuler - au sens de la relier, cette fois - à plus grand que soi. Ces enjeux me paraissent ressembler à ceux rencontrés lors des confinements liés au Covid, car là aussi il est question de liberté de circuler. Ce qui a rendu possible notre liberté d'aller et venir provient de la même source que ce qui a permis d'éclairer les cités à un point tel qu'il est compliqué aujourd'hui d'en encore apercevoir un ciel étoilé. C'est l'énergie que nous avons à notre disposition qui permet cela. On pourrait sans doute classer le type de société en fonction du type d'énergie qu'elle utilise : une société basée sur des ressources hydrauliques ou sur la traction animale, ce n'est pas la même chose qu'une société fondée sur l'usage des fossiles. L'énergie fossile, qui est le nerf de la guerre des puissants, engendre des inégalités fortes dans ses usages comme dans sa production. Il faut creuser pour trouver cette énergie et ces trous ne se font pas n'importe où ni au détriment de tous : l'appropriation de territoires et la spoliation de leurs occupants est la condition de cet approvisionnement en énergie. Alors, la question fondamentale est sans doute de se rendre compte que nous n'avons plus le choix. Je veux dire que nous ne sommes plus en position de choisir puisque le choix a été fait il y a longtemps. Les trous l'ont emporté. Il nous faut maintenant décider. C'est le moment de décision. Mais décider avec un soin tout particulier pour celles et ceux qui sont déjà en situation de perte aujourd'hui, celles et ceux qui ont été exclus de ces choix antérieurs et de leurs conséquences. Mais que ces décisions engendrent des contraintes, c'est bien entendu inévitable. À titre personnel, je suis par exemple favorable à la réduction de la vitesse sur les autoroutes et au bridage des véhicules. Les particules fines tuent plus de 40.000 personnes en France chaque année. Et ça ne touche pas que les pauvres, même les privilégiés sont en souffrance du mode de vie dans lequel on s'est vraiment enfoncés...

ERADICATING
LIFE ON EARTH
IS NOT VERY GOOD
FOR BUSINESS

NO
FOSSIL
FUELS
FOR THE CLIMATE
AND HUMANITY
Brussels Central Station
17.09.2023 14:00



RÉDUIRE SON EMPREINTE CARBONE : LE SECTEUR SOCIO-CULTUREL DOIT FAIRE PASSER LE MESSAGE

Interview de Brigitte Gloire par Jean-Luc Manise

Brigitte Gloire est conseillère - formatrice en développement durable, changements climatiques & développement.

En France, c'est en mars 2020, au démarrage de la crise sanitaire, que le think tank The Shift Project s'est penché durant 18 mois sur la situation du secteur culturel. L'objectif: initier un travail de profondeur visant à éclairer celui-ci sur ses émissions de gaz à effet de serre et sa dépendance aux énergies fossiles. En préambule, les auteurs partent du principe de ne pas parier sur la croissance économique ni sur des évolutions technologiques supposées advenir mais encore non éprouvées. Cette double prise de position est, relève Brigitte Gloire, signe de courage et de maturité dans les constats de ce

qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas.

Brigitte Gloire: « Cette idée de ne pas augmenter le volume d'activités, de ne pas pas croître de manière générale est absolument tabou dans la plupart des entreprises mais aussi dans les institutions publiques. J'apprécie également que les auteurs insistent sur le fait de ne pas s'autoflageller. La contribution du secteur culturel dans le total des émissions de gaz à effet de serre (GES) est et restera relativement faible même si force est de constater que les enjeux relatifs à l'énergie et au climat demeurent encore trop absents des politiques culturelles. Ce sont des clarifications

de départ rassurantes qui introduisent un train de mesures tout à fait pertinentes. »

Relocaliser

Cinq dynamiques de transformation sont mises sur la table dans le rapport: relocaliser, ralentir, réduire l'échelle, éco-concevoir et renoncer. La relocalisation des activités s'inscrit dans le raccourcissement des distances parcourues avec comme objectif de faire de la culture un moteur de transition locale au travers de tous ses besoins: achats, alimentation, bâtiments, énergie, mobilité et transport. Ainsi expliquent les auteurs, le choix de l'éditeur, le nombre de kilomètres parcourus par un ouvrage entre le lieu de production papier, l'imprimeur et le lieu de stockage peut être divisé par 20, voire davantage.

Ralentir

Le ralentissement est le corollaire du raccourcissement des distances parcourues. Si une résidence d'artiste à l'étranger garde tout son intérêt en termes d'échanges interculturels, allonger sa durée pour en réduire le nombre représente un gain d'un point de vue environnemental. Les auteurs de l'étude proposent donc d'être attentif à mutualiser les tournées, expositions et diffusions entre les différents partenaires locaux concernés par un événement ou situés sur un même parcours de diffusion. Ils veilleront également à augmenter le nombre de représentations ou la durée d'exploitation/exposition des œuvres dans chaque lieu de représentation. Last but not least, lorsque cela est possible, la re-création des œuvres à l'étranger plutôt que leur tournée sera encouragée, « ce qui semble particulièrement pertinent pour les œuvres de théâtre et de danse. »

La pollution James Bond

Réduire les échelles concerne plus la poignée d'acteurs qui, dans l'industrie culturelle, concentre l'essentiel des ressources et des impacts: « Dans le cinéma, le bilan carbone du tournage d'un James Bond qui implique la destruction de voitures neuves pour une valeur de 30 millions d'euros n'est en rien comparable à celui d'un documentaire dont la production et

la diffusion se font à des échelles locales et dans des temps longs. Autre exemple, en France dans le domaine du livre, le nombre de nouveaux titres publiés chaque année a triplé entre 1990 et 2016 mais 70% des ventes se font sur 15% des titres. Et les auteurs, à voir s'il s'agit d'un vœu pieux, de plaider pour une meilleure distribution des ressources afin de garantir une création plus « foisonnante, résiliente et diverse culturellement ».

L'éco-conception des œuvres

Les œuvres et productions culturelles nécessitent parfois des besoins importants en matériaux de fabrication. L'idée ici est de documenter en quantité et en impact ces besoins afin d'aider les créateurs et les institutions dans le choix des pratiques les plus vertueuses et les plus résilientes. Les auteurs citent ainsi l'outil développé par le bureau d'étude de l'Opéra de Lyon qui aide à la décision en donnant connaissance des enjeux de constructions sur la santé humaine et le changement climatique. Autre exemple, la Fédération des récupérathèques créée en 2017 par d'anciens étudiants d'écoles d'art et de design afin de créer un réseau de ressourceries et de recycleries dédié au domaine culturel.

Le renoncement

Ici, c'est le numérique gros consommateur d'énergie qui est dans la ligne de mire. « À nombre de spectateurs égal, la représentation d'un spectacle en centre ville ou en live HD a un bilan carbone similaire. De plus, nous craignons que ces usages ne viennent s'ajouter et non se substituer aux pratiques existantes, participant ainsi à un accroissement du bilan carbone actuel. » Les auteurs proposent donc aux acteurs culturels de renoncer à certaines pratiques comme le recours aux équipements techniques les plus carbonés, aux systèmes de sonorisation toujours plus gourmands en puissance et à la très haute définition pour la diffusion d'œuvres en streaming: « Au printemps 2020, les 1600 structures culturelles et médias signataires de l'Appel des indépendants ont déclaré ne plus vouloir acheter de terminaux qui ne seraient ni d'occasion ni reconditionnés ». Ils ont également décidé de renoncer à la très haute définition pour la diffusion d'œuvres en streaming. Trois exemples de pratiques: renoncer

aux formats d'exposition exceptionnels pour envisager une esthétique d'exposition différente; exclure les matériaux les plus polluants comme la moquette et le polyane; renoncer au recours parfois inconsidéré à des dispositifs de transport ultra sécurisé (caisses isothermes, voitures suiveuses,...) quand l'œuvre peut être transportée différemment (accompagnement physique des œuvres, convoiement digital).

Au printemps 2020, dans le cadre du Plan de transformation de l'économie française (PTEF), programme de recherche initié par lui et visant à proposer des solutions concrètes pour décarboner l'économie, le think tank The Shift Project s'est penché durant 18 mois sur la situation du secteur culturel. Orchestré par Samuel Valensi (auteur, metteur en scène et chef de projet Culture au Shift Project) avec la collaboration de Jean-Noël Geist (coordinateur du secteur de la culture pour le PTEF), Héloïse Lesimple (chargée de mission Culture et Santé) et Erwan Proto (pour les chiffres), ce travail collectif s'est notamment appuyé sur près d'une centaine d'entretiens menés auprès de professionnels de la culture.

Réduire la jauge

Brigitte Gloire: « Toutes ces mesures vont dans le bon sens. La formation systématique en interne, la relocalisation, la volonté de ralentir tant dans la durée que dans le nombre des événements, la mutualisation des agendas entre acteurs, tout cela est très positif. La mutualisation est particulièrement intéressante parce qu'elle rejoint une faiblesse du secteur qui est celle des alliances avec les autres acteurs. Il faut vraiment prendre le parti de ne pas décider seul de ce qu'il faut faire. Sans surprise, ce sont les mêmes ingrédients que l'on va retrouver dans les propositions faites à d'autres secteurs d'activité pour réduire son empreinte carbone. Toutes ces mesures sont très positives mais pas vraiment étonnantes. Ce qui différencie ce rapport et encore une fois c'est courageux, c'est d'accepter la contrainte qu'il y a des choses qu'on ne va plus faire, comme par exemple augmenter la jauge des événements. Cela va à contre courant, comme va à contre

courant le fait de proposer de renoncer à la haute définition, dans un contexte où le numérique très haut débit est plébiscité dans la période après covid où nous nous trouvons. »

Sensibiliser, impliquer et favoriser le passage à l'acte

« Mais à mon sens, il aurait peut-être fallu plus insister dans ce rapport sur le rôle central de la culture au niveau de la sensibilisation et de l'implication à ce que nous vivons aujourd'hui. Le potentiel des effets indirects du secteur culturel vers plus de soutenabilité dépassent et neutralisent largement sa propre empreinte carbone. Les gens ne vont pas prendre des mesures s'ils ne sont pas conscients qu'il y a un vrai problème et qu'on va dans le mur. Si cela n'est pas acquis ou en tout cas partagé, on n'y arrivera pas. Le fait est que le secteur culturel est un acteur incontournable pour faciliter le partage et les échanges autour de ces constats auprès de ses publics. La connaissance, le dialogue, l'émancipation et la participation sont au cœur de ses métiers. Il peut favoriser le passage à l'acte. Il a aussi une responsabilité dans la discussion et la négociation avec d'autres secteurs, notamment celui du politique. Et qui, sinon les responsables politiques, tiennent les rênes en main pour décider des mécanismes qui vont aller dans le bon sens ? »

Ouvrir les enjeux des ODD à ses publics et désiloer

« À ce niveau, je trouve que la configuration en Belgique est propice. Le dialogue avec le politique est inscrit dans le contexte institutionnel du secteur socioculturel. Je participe à des formations auprès d'associations sur les ODD (Objectifs de Développement Durable), notamment dans les Centres culturels. L'intérêt est là et bien là en partie peut-être parce que leur pouvoir organisateur leur a demandé de structurer leur plan d'action et leur activités dans le cadre de ces objectifs. Il faut profiter de cette occasion non pas pour rentrer dans ces ODD de manière aveugle et non critique - on peut en effet questionner et ne pas cautionner certains de leurs sous-objectifs - mais comme une opportunité pour aborder ces enjeux là avec leurs publics et

les acteurs d'autres secteurs. »

Rejoindre les lieux de concertation transectorielle

« Car une des explications de ce que les enjeux environnementaux n'ont pas avancé autant qu'on aurait aimé, c'est que chaque acteur travaille trop en silo. Il existe institutionnellement en Belgique des outils pour encourager la transversalité entre secteurs mais ils restent encore trop peu utilisés. Je songe à la Conférence Interministérielle du Développement Durable et au Conseil Fédéral Du Développement Durable. Le CFDD rassemble notamment les ONG d'environnement et de coopération au développement, les syndicats, les employeurs, les organisations de jeunesse, les consommateurs et le monde scientifique. Pour l'instant, le secteur de la culture en est absent. L'un des enjeux pour lui serait de rejoindre ce type d'outil pour en devenir partie prenante et pour ouvrir des portes. En parallèle, il peut contribuer à la sensibilisation par la programmation, la formation et l'information de son public et jouer un rôle de passeur et de facilitateur des échanges. Et bien sûr il doit faire ce qui est possible en matière de réduction de son empreinte carbone. »

Changer de modèle

« Maintenant encore une fois, il ne faut pas s'autoflageller. Ce sont les secteurs les plus responsables de la dégradation environnementale qui sont les moins actifs en matière de réduction de l'empreinte carbone. Aujourd'hui, ce sont 90 entreprises qui émettent les deux tiers des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Derrière il y a des hommes, des femmes et des mécanismes de financement et des logiques économiques trop peu connus du grand public. Qui connaît le CEO d'Exxon Mobil, celui qui n'a même pas l'hypocrisie de s'engager dans la neutralité carbone. Il est évident que le développement soutenable pour tous n'est pas soluble dans le système économique tel qu'on le vit aujourd'hui. On peut discuter des solutions mais il est incontournable pour nous de contrer aussi le productivisme, la surconsommation et la spéculation financière. Il faut interdire les investissements et

le commerce de biens et services hautement carbonés – et commencer par un moratoire international sur toute nouvelle exploration et exploitation de gisements d'énergie fossile – mais aussi réduire et plafonner la consommation de ceux qui consomment trop. Il est profondément amoral de faire porter les efforts de réduction par les plus pauvres et de stigmatiser ceux qui ne sont pas responsables de la situation. »

Sortir de l'individualisme à outrance

« On n'en sortira pas avec la somme des initiatives individuelles. Or pour l'instant, on joue à fond la carte de l'individualisation des initiatives. En même temps, on dévalorise les organes et initiatives collectives, y compris au niveau de la production économique. Il y a de façon globale un laisser-faire et une capitulation du politique qui, par rapport aux solutions à trouver sur les questions environnementales et climatiques, laisse la bride à un secteur privé qui est en grande partie responsable du problème. Celui-ci n'a pas la légitimité démocratique qu'ont les citoyens et les élus pour trouver et soutenir les solutions. Or toute politique environnementale, c'est écrit dans les principes de développement durable de la conférence de Rio, doit « ...assurer la participation de tous les citoyens concernés... et chaque individu doit avoir la possibilité de participer aux processus de prise de décision » si l'on veut aboutir à des solutions qui soient partagées et positives.

La culture doit prendre la place qui lui revient

Aujourd'hui, on légitimise un affaiblissement du rôle de l'état et dans ce contexte, la voie des incontournables régulations qui permettraient de réduire voire interdire les pratiques toxiques. On navigue dans un « air du temps » qui disqualifie totalement le fait de prendre des mesures fortes qui iraient à l'encontre de la liberté de pouvoir tout faire, y compris la liberté de polluer, de dégrader et de nuire. Je donne souvent l'exemple de la couche d'ozone qui n'a pu être réduite que par l'interdiction des CFC ou encore de la mortalité sur les routes ou du tabagisme qui ont diminué grâce à la limitation de vitesse

INTERVIEW

et à l'interdiction de fumer sur les lieux de travail. Cela fait plus de 20 ans maintenant qu'il existe sur le marché des voitures qui émettent peu de CO2. Pourquoi n'interdit-on pas la production et la vente de voitures climaticides ? En matière de développement soutenable, il faut remettre sur la table les notions de bien commun et de pouvoir public démocratique et restaurer leur primauté sur celles du profit et de la rentabilité. S'il y a une voie de sortie, c'est bien celle-là. Il faut reprendre la main sur ce qui fait du bien à tout le monde et stopper les « toxiques ». C'est un chantier énorme qu'on ne conduira à bien que de façon collective. À la culture d'y prendre la place qui lui revient.



TÉMOIGNAGES

TÉMOIGNAGES

Propos recueillis par Marie-France Simon

En septembre 2023, des personnes prenant part à des actions de formation dans le secteur associatif francophone se sont exprimées sur leur expérience et leur rapport aux enjeux écologiques. Les associations fréquentées par ces personnes sont le Cesep, l'asbl F.O.R.E.T, Formation emploi Tremplin et le Centre féminin d'Éducation Permanente.

« Vous en retrouverez quelques extraits tout au long du magazine : J'adore les parcs. J'aime rester dans le parc Elisabeth, allongé ou assis, comme ça avec moi-même. Je fais une petite méditation ; je reste une heure. Je suis calme. Cela me fait du bien. J'y vais souvent. »

« La nature est importante pour l'être humain parce que si tu ne sors pas de chez toi à un moment tu te sens à l'envers. »

« Mais le Monde est fait de tel sorte qu'à un moment, tu te dis que c'est peut-être mieux que tu te concentres sur toi-même car toi seul, tu ne pourras rien faire. »

« Il y a un besoin de changer la mentalité des gens qui nous dirigent et qu'ils voient que c'est mieux de conserver la nature que de tout faire pour le business. Nous habiterions mieux avec la nature. Les entreprises internationales entrent dans la nature et la détruisent. »

« Ces questions écologiques, je les ai étudiées à l'école. Mais on n'en parle pas ailleurs ni avec la famille ni les amis. »

L'ENVIRONNEMENT ET LES CENTRES CULTURELS : TRAVAILLER AU PLUS PRÈS DE LA POPULATION POUR SOUTENIR LE CHANGEMENT

Propos recueillis par Nathalie Damman

Dans cette interview, quatre centres culturels nous parlent de la façon dont ils déploient les aspects environnementaux dans leurs actions. Sabine Lapôte est directrice du centre culturel de Walcourt, dans la province de Namur. Karin Fontaine et Youen Arts travaillent tous les deux à l'Entrela', le centre culturel d'Evere en région bruxelloise. Nathalie Lourtie est directrice du centre culturel d'Ittre dans le Brabant wallon, et enfin, Aïcha De Wilde et Abdel El Bidari travaillent tous deux au centre culturel La Posterie à Courcelles¹.

Ils et elles nous expliquent ici comment ils ont fait des enjeux environnementaux une priorité dans leurs pratiques, quelles dynamiques ont été portées et quels sont leurs projets pour les années à venir. Ils nous montrent que derrière les potagers collectifs et autres actions liées à l'environnement, ce sont aussi les liens sociaux qui se transforment.

¹ Pour des raisons techniques liées à l'enregistrement, les propos du centre culturel de Courcelles sont moins étoffés que ceux des 3 autres CC.

En faire une priorité

À Evere : Notre situation est particulière, à Evere : pour les Bruxellois, nous sommes des paysans, des gens de la campagne, et pour les gens qui habitent en dehors de Bruxelles, nous sommes des gens de la ville... Nous avons à Evere un patrimoine d'agriculture assez important et nous travaillons cela avec le projet du Cycle « Terre en ville ». Ce sont les citoyens qui ont choisi de travailler cette thématique-là, donc c'est une vraie démarche d'éducation permanente. Lors de l'analyse partagée du territoire et du diagnostic local fait au sein du PCS (Projet de Cohésion sociale), les gens sont venus vers nous en nous disant « on aimerait se nourrir mieux, on aimerait avoir des potagers collectifs ». Dans les régions plus nanties et plus vertes, on a plutôt une éco-anxiété, moteur de plein de choses, et ici dans notre cité, c'est plutôt avoir à manger jusqu'à la fin du mois qui occupe les gens. Notre rôle dans ce contexte, c'est de chercher à faciliter des dynamiques citoyennes autant dans la réflexion que dans le développement de projets, d'opportunités, de formations, pour que les gens puissent avancer, revendiquer et mieux vivre ensemble.

À Courcelles : Ce sont également les rencontres avec les citoyens et avec d'autres associations qui nous ont fait choisir d'aller sur des questions environnementales. La question de l'alimentation saine est apparue au sein de la population, et l'envie de créer des potagers et du compostage citoyens. Nous sommes dans une commune ouvrière, avec un taux de chômage élevé. Le public est partant, donne des idées, prend des initiatives...

À Ittre : Nous n'avons pas de salle de spectacle donc on travaille aussi plus dans la proximité avec la population. La ruralité constitue une grande partie de nos objectifs et de nos enjeux. Par rapport à l'environnement, on a développé tout un projet lié à la culture scientifique. On a fait des liens entre la science et la culture, car la science fondamentale vise les mêmes objectifs que la culture : développer l'esprit citoyen et l'esprit critique, remettre les choses en question par rapport à ce qui se passe dans la société, notamment au niveau environnemental.

À Walcourt : on est arrivé à ça petit à petit, grâce au partenariat avec le groupe d'action locale (le GAL, qui rassemble les communes de Walcourt, Mettet, Gerpinnes et Florennes) qui travaille sur un projet de développement rural. On a commencé par organiser le festival « Ça vous botte » où on a amené les gens à regarder leur paysage et à se poser dans la posture d'observateur, mais on a senti que les gens avaient envie de passer de l'observation à l'action. Ils se sentaient cependant perdus, un peu seuls, donc on les a accompagnés à se mettre dans l'agir collectif : nous n'avons pas fait les projets à la place des gens, mais on a fait en sorte qu'ils puissent se rassembler, réfléchir ensemble et on a facilité les relations avec les services communaux et les partenaires... Petit à petit, on a développé le pouvoir d'agir, la participation citoyenne.

Des actions concrètes...

De la transmission et des savoirs partagés

À Courcelles : Nous travaillons sur le recyclage et l'alimentation saine : ce sont des envies qui ont été partagées par la population. Pour le recyclage, nous travaillons en collaboration avec Formarec, un centre de tri, à Mont-sur-Marchienne et à Mons. Les jeunes qui y travaillent font entre autres du recyclage de palettes et de petits électros. En termes d'alimentation saine, nous avons un potager et un compostage collectifs. Une partie de nos légumes bio est utilisée directement pour le public, pour les soupes de midi dans 5 écoles et dans une école de devoirs. Nous avons également un atelier qui s'appelle « De la cueillette à l'assiette » où les enfants apprennent à cultiver les légumes et à les cuisiner. C'est important, car on voit qu'ils sont curieux de savoir ce qui atterrit dans leur assiette et conscients qu'il faut apprendre à cuisiner afin d'être autonomes à l'avenir.

Nos jardins sont accessibles au public : les gens peuvent venir discuter avec nous, échanger, décider de participer au potager et au compostage ou pas... Dans ces jardins se trouvent deux mares riches en biodiversité et entretenues par des jeunes, par le biais de la Fondation BePlanet. C'est un projet auto-construit ; les jeunes sont acteurs des projets qu'ils développent.

À Evere : Le projet de potager dans le quartier

Platon, une cité sociale assez verte, a débuté il y a 6 ans. Au départ, une dizaine d'habitants avaient envie de valoriser des terrains potagers à l'abandon. Il n'y avait aucune angoisse exprimée par rapport au réchauffement climatique, aux problèmes alimentaires, à la biodiversité : les gens voulaient travailler la terre, sans avoir d'autres préoccupations. De fil en aiguille, par des formations, des rencontres (notamment avec l'asbl Quinoa) et des spectacles, ce groupe, qui s'est étoffé d'autres participants, a commencé à questionner les problèmes de biodiversité. La crise Covid et la crise énergétique ont permis de se rendre compte que certaines personnes avaient de plus en plus de difficultés à terminer le mois, surtout les mamans isolées et les seniors. Suite à des débats au centre culturel, les habitants ont alors décidé d'entreprendre un nouvel axe dans le cycle potager : les soupes solidaires. Les écoles y participent, les seniors cuisinent... Il y a une vraie transmission qui se fait des citoyens vers les enfants.

Ce groupe d'habitants a commencé à collaborer avec le Réseau d'aide alimentaire bruxellois, avec Saint-Josse et Schaerbeek. Ils réfléchissent et font des manifestations pour revendiquer un financement supplémentaire sur l'aide alimentaire. Ils se mettent en réseau avec des épiceries sociales, mettent en place des projets de distribution de repas chauds avec les invendus... Nous, on met des petites graines qui permettent la réflexion. Ces citoyens vont très vite et sont très autonomes. Ils ont une fierté de travailler la terre. Certains ont maintenant des diplômes de maraîchers ; ils sont reconnus et cette reconnaissance permet de sortir d'une certaine image de précarité.

Certains d'entre eux se sont aussi formés en apiculture ; ils ont fait visiter leurs ruches et ont permis aux gens de se rendre compte de la nécessité d'une biodiversité. De fil en aiguille, à travers l'existence de ces ruches, c'est tout un quartier qui se transforme : des plantes mellifères remplacent les géraniums ; elles permettent aux abeilles de butiner et de faire un miel exceptionnel.

On remarque aussi qu'il y a vraiment des interactions très grandes entre les habitants qui défendent la biodiversité, l'accès à l'alimentation, la terre en ville. Ils sont de cultures différentes, d'âge et de sexe différents, mais ils sont liés par la

même envie et ils découvrent ensemble que travailler la terre, ça crée du bonheur, ça déstresse. On les a aussi suivis autour de la relation entre la santé et la nature. Avec le centre culturel, on a mis en place un programme de bain de forêt et de marches en pleine conscience sur un terrain boisé nettoyé par les habitants. On y trouve aussi 40 arbres fruitiers et des vignes. Au départ, il n'y avait pas cette volonté de travailler sur quoi que ce soit, on voulait simplement suivre ces habitants et découvrir avec eux, leur donner l'opportunité de se rencontrer, d'aller plus loin dans les débats, mais grâce aux habitants, tout cela a pris des proportions importantes. C'est fragile et riche à la fois, comme les relations humaines.

Accompagner aussi des publics plus favorisés

À Ittre : la dynamique est très différente ici. On a une population globalement plutôt nantie, et on est confronté à une autre difficulté : une forme d'individualisation de la question « Qu'est-ce que je fais pour l'environnement ? ». La tendance « NIMBY » (« not in my backyard » « pas dans mon jardin ») est très présente. Les maraîchers bio sur le territoire (il y a en a au moins 4) ont leur clientèle, mais on retrouve peu chez eux le public du CPAS ou du PCS. Les gens ici qui ont de grands jardins, des moyens ET du temps et qui veulent bien se nourrir font leur potager à eux, dans leur jardin. Ceux qui estiment ne pas avoir le temps (les plus nombreux), peuvent se permettre de faire leur course dans des magasins bio ou savent où trouver des maraîchers. D'une manière générale, on pense moins global, on pense moins la coopération avec son voisin.

Comment on a appris à gérer ? La première chose que nous avons faite, c'est de distiller les propositions à travers nos activités : on amène petit à petit le principe du recyclage, du non-jetable, du compostage... Mais le public qui assiste à nos activités est souvent un public averti...

La deuxième chose que l'on s'est dite, c'est que nous devons parler davantage le langage des gens. On a donc embrayé sur la culture scientifique par des conférences, des spectacles... On n'est plus dans la sensibilisation directe, on est plutôt dans la rationalisation, les chiffres, les études... On parle de préserver notre environnement, mais on agit de manière indirecte et on touche un autre public.

Actions environnementales collectives : un bois commun et des terres agricoles hors spéculation

À Ittre : On est partenaire de deux projets citoyens coopératifs sur la commune qui visent l'environnement. L'un est *le Grand Bois* commun : avec 2000 personnes, on a acheté un bois de 82 hectares qui était privé, pour qu'il devienne commun, à tous, et ne soit plus jamais privatisé. Il y a des balades, un verger participatif, il y aura des ateliers de sensibilisation, d'entretien du bois...

L'autre projet est mené par *Terre en Vue*, une coopérative de Gembloux. L'objectif est de figer en dehors de toute spéculation financière des terres alimentaires agricoles, car énormément d'organismes financiers se jettent sur ces terres dès qu'un fermier les abandonne, soit parce qu'il prend sa pension, soit parce qu'il n'en peut plus ou n'a plus les moyens. Le prix des terres dans le Brabant wallon est exorbitant : un jeune agriculteur ne peut plus acheter un hectare de terres si on ne l'aide pas. À Ittre, il y a un projet coopératif de 12 hectares qui ont été achetés en concertation avec des maraîchers locaux et un viticulteur qui vient d'implanter 16 000 pieds de vigne.

De l'individuel au collectif : « 100 % rural »

À Walcourt : Nous avons à Walcourt, en région wallonne, une population qui ressemble plus à celle de Ittre. On est dans une contradiction : les gens ne veulent plus de pesticides, ils veulent une agriculture plus propre, mais ils ont des pelouses bien tondues, avec zéro biodiversité. Ce sont ces contradictions-là qui nous permettent de faire un vrai boulot au niveau du centre culturel et d'amener les gens à déconstruire ce qui leur paraît facile et évident. Changer nos manières de vivre, être moins dépendants du pétrole, manger sainement..., ce sont des enjeux essentiels aujourd'hui, mais pour lesquels la majorité des gens ne sont pas préparés.

On essaie d'accompagner les gens dans le concret, sinon rien ne change et on peut vite se décourager et déprimer. On a accompagné 15 projets citoyens collectifs, jusqu'à présent, dans des thématiques variées, comme la transformation de la place du village, par exemple. Une autre chose que l'on a mise en place pour proposer des actions concrètes est le *Festival 100 % rural* qui se

veut une vitrine de tous les possibles. Pendant un mois, en novembre, plus de 60 activités donnent à voir tout ce qui est possible et tout ce qui existe pendant l'année. Par ailleurs, comme on a vu que la solitude des gens par rapport aux thématiques environnementales était énorme, on a créé un « Réseau de passeurs » : c'est une plateforme informatique (elle aussi appelée « 100 % rural ») sur laquelle une centaine d'acteurs (apiculteurs, artistes, guides nature..., toute personne qui a envie de partager son savoir ou son savoir-faire dans le domaine de l'alimentation, de la culture, de la mobilité, de l'éco-construction, etc.) inscrivent leurs activités et leur calendrier pour qu'on puisse découvrir gratuitement qui ils sont. Cette transmission nous paraît essentielle ; elle se fait notamment aux plus jeunes par le biais des écoles que nous mettons en lien avec les passeurs.

Des difficultés ?

À Courcelles : Il n'est pas toujours facile d'accrocher ou de sensibiliser le citoyen... Les gens manquent parfois de confiance en eux, ils ont peur de donner leur avis, ils ont peur du jugement, ils se sentent marginalisés. Par contre, quand ils accrochent avec un projet comme le potager collectif ou le compostage, on les voit développer de l'enthousiasme et de la confiance en eux...

À Evere : Chez nous, il n'y a pas vraiment de résistance aux actions que l'on mène. Le citoyen avance et les élus communaux se rendent compte qu'il y a une volonté de changement au sein de la population. On voit un changement qui est fondamental. On remarque que la dynamique des projets fonctionne bien pendant 2 ou 3 ans, puis ça retombe. C'est important pour nous en tant que centre culturel de rassembler les gens pour qu'ils créent quelque chose ensemble, mais aussi d'accepter parfois que les projets s'arrêtent parce que la dynamique a changé. Une autre chose importante pour que les projets prennent, c'est d'adapter notre jargon socio-culturel qui n'est pas toujours compréhensible : le projet « Réinvestir les espaces publics » qui visait à planter des plantes devant les immeubles et les maisons ne prenait pas. On l'a rebaptisé « Jardins de quartier » et maintenant, les gens sont partants ! On arrête aussi de parler de « droits culturels »... on met plutôt les choses en place pour qu'ils s'exercent !

À Ittre : Nous remarquons aussi que certains

INTERVIEW

projets ne vivent pas très longtemps, peut-être parce que ce n'était pas le bon timing ou pas les bonnes personnes. Nous repartons à chaque fois d'une page blanche, mais on relance une dynamique et on reste mobilisé...

À Walcourt : Je pense qu'en tant que centre culturel, on a un vrai rôle à jouer dans le fait que les gens se rencontrent dans l'espace public et vivent des choses en commun. C'est ça le cœur de notre métier. Nous sommes dans une société hyper individualiste. Aujourd'hui, on entend les gens nous dire qu'ils crèvent de solitude ; ils ont envie de se rassembler sur des projets communs. Et donc on a une carte à jouer ensemble et cette carte de la nature, elle ne peut être que facile d'accès : réenchanter les lieux de vie, les parcs, les forêts, la nature, tout ce qu'on a à notre disposition.

Des projets futurs...

À Ittre : Au printemps 2024, plutôt que de simplement inviter les gens à réfléchir à la façon dont le village fonctionne, on va plutôt partir sur ce qui nous semble le plus important : l'enjeu climatique. On va organiser une longue semaine scientifique avec des intervenants qui font de la sensibilisation en mettant en avant la beauté de la nature et ce qu'il y a à préserver (comme le fait Youth for Climate), et pas uniquement les chiffres qui font peur.

À Courcelles : Nous aimerions mettre sur pied un atelier zéro déchets en 2024 et élargir les rencontres citoyennes avec des partenariats hors territoire courcellois, sur 4 communes.

À Evere : Nous, on a envie de continuer à travailler avec les enfants et les jeunes, notamment dans les écoles. Ils sont notre avenir... C'est essentiel pour nous de les sensibiliser, de faire des projets avec eux, d'autant plus qu'ils en parlent à leurs parents, donc ils enclenchent une vraie réflexion au sein des familles... Ils rêvent de nouveaux métiers : être jardinier pour eux, c'est comme quand on voulait être plombier ou policier avant... Une dame nous disait « La nature, elle a tout, elle donne tout ; il suffit d'ouvrir les bras, les yeux et le cœur ». Les gens qui travaillent au potager, ils ont à manger, ils se sentent plus heureux, ils sentent qu'ils sont acteurs pour le

futur et ils proposent des endroits où on peut se détendre, sortir la tête du sable et se dire qu'il y a encore de l'espoir.

À Walcourt : On aimerait travailler la question de la biodiversité dans le prochain contrat-programme et réunir les gens pour que la biodiversité ne s'arrête pas au seuil de leur maison. Il y a un vrai travail à faire pour créer du collectif, mais c'est passionnant et on va trouver les moyens d'accrocher les gens d'une manière ou d'une autre.

On a aussi décidé de faire des journées créatives pour réinventer le monde, comme Rob Hopkins qui nous raconte comment imaginer le monde. Quand on a parlé d'aller sur la lune, personne n'a cru que ce serait possible, donc on peut se permettre d'être un peu loufoque et imaginer des villages sans voiture avec plein de plantes, plein d'arbres, des cueillettes... C'est enthousiasmant de pouvoir imaginer les choses différemment, de casser un peu les codes et de changer les représentations. Il ne faut pas avoir peur d'aller s'inspirer ailleurs, par des rencontres culturelles, par la découverte de villes qui s'en sortent bien en termes de transition et qui ont revu leur manière de considérer l'espace public, par exemple. On peut s'en inspirer, inspirer la population et les politiques et se dire « Ce sera quoi le fantastique de demain ?... »

TÉMOIGNAGES

« Dans mon pays, il y a de la bauxite qui est une roche utilisée dans l'aluminium pour la construction des voitures. Les Européens qui travaillent gagnent beaucoup d'argent alors que les Guinéens, eux, ne gagnent rien. Ensuite, les Européens emmènent la bauxite en Europe. Et les Guinéens souffrent beaucoup. Il n'y a plus rien en Afrique. »

« Alors les Africains tentent de passer en Europe pour vivre normalement. Et ici, ils te disent que vous n'êtes pas chez vous et nous disent de rentrer chez nous. Ça me touche aussi. »

« Ce n'est pas un tri des déchets qui va changer les choses. Ça doit se faire au niveau mondial. Pour moi, c'est par une mobilisation mondiale que ça doit passer. Que tout le monde sorte de chez soi et que l'on frappe aux bonnes portes, celles des puissances mondiales et des gros consommateurs. »

« Il y a une forêt derrière chez nous à Tubize. Quand on était petits, on se perdait dedans des heures mais maintenant on rentre dedans et quelques minutes plus tard on en sort pour tomber sur une route. Il y a des tronçons d'arbres partout par terre. »

« Comment peut-on prendre au sérieux les politiques qui défendent l'écologie alors qu'eux ne sont pas cohérents dans leurs décisions et actions. »

« Ici en Belgique, je ne ressens pas directement l'impact des problèmes écologiques. »

« Plus j'en parle, plus ça me met la haine parce que je sais que je ne pourrai rien changer à cela. Je me sens impuissant, on est tous un peu impuissants. Il n'y a pas une origine. Il y a la pollution, la surconsommation, la surpopulation... c'est le tout qui fait une origine. »

« Avec les autres femmes, on fait un groupe et on va dans les parcs où on se retrouve. On prépare à manger, chacune fait un plat. Les enfants jouent avec les autres enfants. C'est magnifique. On parle. On va dans les parcs plutôt qu'ailleurs pour trouver la nature. C'est calme. On respire bien. On est bien. »

ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX

ALLIANCES ET CHANGEMENTS D'ÉCHELLE

Interview d'Antoinette Brouyaux et de Nicolas Van Nuffel
par Brigitte Gloire et Pierre Démotier

Dans le cadre ce numéro mettant en lien et en miroir les enjeux environnementaux avec le secteur de l'éducation permanente, nous avons réuni Antoinette Brouyaux, coordinatrice d'Associations 21 et Nicolas Van Nuffel, responsable du plaidoyer au CNCD-11.11.11 et président de la Coalition Climat, lors de différentes discussions. Étant donné que les actions positives entreprises à l'échelle individuelle ou associative resteront toujours limitées dans leurs effets si elles ne s'opèrent pas aussi à d'autres niveaux, selon différents modes d'action et dans d'autres secteurs, plusieurs leviers restent à actionner afin d'assurer la prise en compte des enjeux environnementaux par le secteur social et celle des enjeux sociaux par le secteur environnemental.

Renforcer l'approche collective

Brigitte Gloire : Alors que la logique institutionnelle pousse au cloisonnement entre les structures et que le travail repose sur des permanents aux agendas

surchargés, comment développer une logique collective qui dépasse les approches individuelles voire individualistes ?

Antoinette Brouyaux : On essaie de faire du collectif sous les bannières du développement durable ou de l'éducation permanente, de parler des communs mais on est face à un système où les gens sont complètement atomisés et le problème est un peu trop grand pour nous. L'ampleur des problèmes devrait justifier des alliances comme celle de Faire Front (- Pour un avenir social, écologique et démocratique - initiative regroupant une trentaine de collectifs et d'organisations et faisant suite à la carte blanche « Gérer l'urgence puis réinventer l'avenir »¹ publiée par Le Soir le 1^{er} avril 2020, ndlr) avec qui ont eu lieu des réunions stimulantes entre la manifestation de 2019 (Marches pour le Climat, ndlr) et le confinement, même si ça n'a pas donné grand-chose. Dans un tel moment de crise on s'est réuni, on était plein d'espoir et d'attentes. Le colloque Ce Qui Nous Arrive de 2022 était



une occasion intéressante qui réunissait des travailleurs sociaux. On a été réinvité à la conférence de Fatima Ouassak mais qu'est-ce qu'on fait ensuite ? On se connaît, on se croise mais au-delà de ça... La Coalition Climat est aussi une initiative intéressante au niveau national.

Nicolas Van Nuffel : Nous sommes confronté-e-s à un double blocage provoqué par nos adversaires. D'un côté, ils ont imposé, avec le néolibéralisme, une vision individualiste de la société. La phrase de Margaret Thatcher « *There's no such thing as society* » résume bien la pensée néolibérale qui délégitime et paralyse tous les modes d'action collectifs. De l'autre côté, ces mêmes adversaires se servent de ça pour freiner la transition écologique en retournant l'argument et en parlant d'écologie punitive vis-à-vis des propositions de réglementation. Ils poussent à l'individualisme puis, au nom du refus de la culpabilité individuelle, freinent la transition écologique.

Entre la fin des années 1970 et le milieu des années 2010, on a perdu beaucoup de terrain.

Cela dit, je sens depuis le milieu de la décennie passée un retour du collectif et un retour de la pensée politique dans les mouvements de transition écologique. On est passé par différentes phases. Quand je suis arrivé en 2008 on préparait le sommet de Copenhague et on pointait le politique comme agent de changement sans voir qu'il y a aussi une responsabilité collective des citoyens à provoquer le changement. À la suite de l'échec de ce sommet, j'ai observé une perte de foi dans les mondes militants en la capacité du politique à changer les choses, conduisant à un repli sur des logiques de transition très apolitiques car ne posant pas la question du rapport de force.

Au moment du sommet de Paris on a vu arriver une nouvelle génération (je pense au réseau ADES côté francophone ou à Climate Express du côté néerlandophone) regroupant des jeunes qui sont à la fois dans l'action locale et collective et dans le questionnement du changement au niveau politique. On a pu observer un climax de cette tendance avec les mobilisations de 2019

¹ Collectif de signataires, « Gérer l'urgence puis réinventer l'avenir », Le Soir, 1 avril 2020, <https://www.lesoir.be/291488/article/2020-04-01/gerer-lurgence-puis-reinventer-lavenir>.

portant un message de changement sociétal. Après 2019, arrive un moment vraiment difficile : d'une part, l'écart entre les grands slogans et la concrétisation du changement entraîne un sentiment de déception chez une frange des militant-e-s qui considèrent dès lors que le système politique n'est pas à la hauteur et que ça ne sert à rien de s'engager. D'autre part, sur cela s'est greffée la crise COVID qui a épuisé tout le monde et a rompu les dynamiques collectives et citoyennes.

Brigitte Gloire : On peut considérer qu'il y a eu des années de plomb après la fin des années 1970. Quand j'ai commencé à Oxfam on restait un petit milieu même s'il était composé d'un grand nombre d'ONG.

Nicolas Van Nuffel : Je n'ai rien pour le prouver mais j'ai le sentiment profond que si cette nouvelle génération arrive, c'est parce qu'on n'a pas lâché pendant les années de plomb, que les organisations ont continué à effectuer le travail d'éducation à la citoyenneté qui contrait le discours dominant. Un des rôles de l'éducation permanente est de s'inscrire dans la durée avec des messages de déconstruction systémique qui permettront, à long terme, une prise de conscience citoyenne.

Nouer des alliances

Antoinette Brouyaux : En 2000, on interpellait déjà des experts du développement durable sur la place de la culture parmi les piliers social, environnemental et économique de ce même développement durable. La culture a été le pilier oublié de Rio 92, le sommet de l'ONU qui a posé les balises du développement durable, et on a perdu trente ans concernant les alliances qui auraient pu être construites avec le monde culturel et l'éducation permanente. Les secteurs du développement durable et de l'éducation permanente sont très proches et collaborent déjà mais la définition originelle du développement durable a handicapé un développement qui aurait pu être conjoint. Quand l'Association 21 a été créée en 2006, les acteurs culturels ne sont pas restés car ils se sentaient peu impliqués.

Aujourd'hui les nouvelles obligations légales poussent à imaginer des alliances. Des outils d'animation comme Cap 2030 pourraient aussi servir à faire du lien entre des personnes exerçant différents métiers (plaidoyer, éducation permanente...).

Brigitte Gloire : On met en avant des personnes, des têtes de proue et ce vedettariat des solutionneurs n'aide pas.

Antoinette Brouyaux : On cherche des grandes figures pour convaincre donc les collectifs deviennent moins visibles. Je suis frappée par le fait que les gens avec qui je collabore n'écoutent plus les actualités parce que ça les déprime. Pourtant, les limites du système néolibéral capitaliste apparaissent de manière beaucoup plus prégnante. La croissance ne permet plus le ruissellement, si elle l'a jamais permis. Les jeunes générations qui n'arrivent plus à acheter un logement sont aussi plus conscientes. Les jeunes diplômé-e-s se précipitent dans les ONG, ça fait dix ans que je vois passer des CV de gens qui ne veulent plus travailler dans les multinationales. Il y a une conscience assez large du fait que le système a ses limites. Une fois cela posé, quelles conclusions en tirer ? D'un côté, la colère produit beaucoup d'anti-politisme, d'anti-système. De l'autre côté, il y a aussi des exemples très positifs comme celui de la contribution des administrations au rapport du Forum pour la Transition où elles parlent des méga tendances, des risques. Il y a encore des choses qui marchent mais on ne les voit pas toujours et les forces du marché restent dominantes.

Le Conseil Fédéral du Développement Durable est également un lieu intéressant de concertation et d'échange d'idées (le CFDD « *donne des avis à l'autorité fédérale belge sur la politique fédérale de développement durable. À cette occasion, une attention particulière est portée au respect des engagements internationaux de la Belgique, tels que l'Action 21, la Convention sur le climat et la Convention sur la diversité biologique* »²). En revanche, quand on doit publier un avis demandé par les pouvoirs publics, c'est difficile de dégager un consensus entre la Fédération des Employeurs

2 CNCD 11.11.11, « Conseil fédéral pour le développement durable (CFDD) », consulté le 2 octobre 2023,

Belges, les syndicats et les associations.

Selon les sujets il existe déjà différentes coalitions mais pour des choses plus transversales. La reconnaissance en éducation permanente concerne des organisations œuvrant dans différents secteurs et peut permettre d'ouvrir des échanges. On aimerait également s'ouvrir aux organisations issues des diasporas, ce qui demande un réel travail de notre part.

Des angles morts subsistent, par exemple concernant la vision très urbaine de certains plans et rapports. À la lecture du rapport du Forum sur la Transition Juste, les mots « *ruralité* » et « *village* » n'apparaissent nulle part, par contre il y a le mot « *quartier* » neuf fois. Les problèmes spécifiques aux zones rurales ne sont pas pris en compte, même dans les questions de transport.

Utiliser la pluralité des modes d'action

Brigitte Gloire : Certains acteurs travaillent sur la mobilisation, d'autre sur la sensibilisation, d'autres encore sur l'éducation et tous ces travaux sont souvent menés « en silos ». Le manque de temps lié à la charge de travail n'aide pas à sortir de ce travers, d'autant que certains acteurs sont réticents à venir affronter le politique. Comment trouver les leviers les plus efficaces et obtenir la transformation attendue dans les modèles de société ?

Nicolas Van Nuffel : Une des choses qui m'interrogent le plus aujourd'hui, en relisant notamment Alain Touraine, c'est qu'on fait mouvement social quand on parvient à provoquer un basculement dans l'hégémonie culturelle, et ça nécessite la pluralité des modes d'action. La logique du « *je ne veux voir qu'une seule tête* » ne provoque pas le changement dans la société. À la Coalition Climat, l'objectif ne doit jamais être d'opposer les modes d'action : grandes marches citoyennes, désobéissance civile, potagers collectifs, plaidoyer... il faut de tout pour faire bouger les choses. J'emploie toujours le modèle élaboré par l'ONG Quinoa (*ONG d'éducation à la citoyenneté qui travaille sur des projets associant rencontre interculturelle et implication dans des micro-projets de développement à caractère collectif et*

<https://frdo-cfdd.be/fr/>.

social, ndlr) qui distingue quatre modes d'action :

- On peut agir dans le système – avoir des allié-e-s au sein du système politique
- On peut agir hors du système – créer des alternatives qui démontrent qu'on peut faire autrement
- On peut agir contre le système – faire de la désobéissance civile
- On peut agir vers le système – utiliser la force des « hors » et des « contre » pour s'attaquer aux rouages systémiques.

On fera bouger les choses en utilisant les quatre modes d'action en même temps mais on est face à une difficulté dans la coalition de ces quatre modes. Je ne sais pas vraiment pourquoi on coince mais on perd confiance (à tort ou à raison) dans la capacité du politique à faire bouger les choses, que ce soit chez des jeunes de Molenbeek ou des délégués syndicaux dans l'industrie de la pétrochimie. Et pourtant, ça n'a jamais autant bougé au niveau politique que depuis cinq ans. Quand on voit le Green Deal européen, il reprend la diminution des gaz à effets de serre de 55% à l'échelle de l'UE. On reste dans une décarbonation du capitalisme mais des choses ont bougé.

Brigitte Gloire : N'y a-t-il pas une certaine faiblesse dans le mode d'action au sein du système politique ? Les arguments des bloqueurs vis-à-vis de la transition écologique reviennent et, s'ils sont déjà connus, ils sont de plus en plus explicites aujourd'hui :

1. Si réduire les émissions c'est fermer des usines, nous ne le ferons pas.
2. Quand bien même nous le ferions, les autres continueront à produire des émissions de gaz à effet de serre.

Comment dépasser ces blocages ?

Nicolas Van Nuffel : pour moi il y a des forces et des faiblesses dans les quatre modes d'action.

Du côté du mode d'action « hors système et alternatives », les gens ont envie de bouger mais ne savent pas par où commencer et se sentent

isolés. Comment passer à l'échelle supérieure sur ces alternatives ? Le mouvement ouvrier avait ses pôles : syndicat, mutuelle, magasin coopératif et parti. Comment faire pour passer à l'effet de masse en réenchantant le mouvement et en structurant l'économie collaborative hors capitalisme ?

Pour ce qui est d'agir « contre le système », il y a une question d'échelle. En 2018 – 2019, on a vu d'abord la descente massive dans la rue puis une « radicalisation » via la participation à des actions citoyennes et de désobéissance civile. Aujourd'hui ces actions de désobéissance civile peinent à trouver un nouveau souffle et leur criminalisation n'aide assurément pas.

En ce qui concerne le mode d'action « plaider », on a d'abord besoin de la mobilisation citoyenne pour être pris au sérieux. On a d'ailleurs vu un changement d'échelle du plaidoyer de la Coalition Climat après 2018 même si elle comptait déjà 70 membres. Ensuite, on doit sortir de l'entre-soi et faire du climat un enjeu pour des organisations dont ce n'est pas l'activité principale. Aujourd'hui les syndicats, les mutuelles et les organisations de lutte contre la pauvreté s'impliquent davantage. On a fait l'effort de les écouter et faire en sorte qu'on se rejoigne. On aboutit par exemple à la mise sur pied d'un Pacte Logement-Energie même si on a eu de fameuses engueulades sur des sujets difficiles où environnement et social peuvent se confronter.

Changer d'échelle

Brigitte Gloire : Alors que beaucoup d'acteurs semblent peu informés de la gravité de l'urgence de la situation, l'éducation permanente peut être un vrai outil pour favoriser le dialogue.

Antoinette Brouyaux : Allons-nous vraiment vers les publics qui en ont besoin ? Allons-nous ouvrir la porte des cafés ? Avec tout l'arsenal associatif qu'on a dans ce pays, doit-on pallier les manques de l'État ?

Brigitte Gloire : Comment conserver une certaine radicalité lorsqu'il faut passer au niveau politique ? Et si oui, avec quelle stratégie ?

Antoinette Brouyaux : ça demande des moyens. Il faudrait qu'on soit plus nombreux.

Pour aller vers le politique il faut des moyens. Les personnes qui ont toutes les portes ouvertes sont parfois déconnectées, y compris parmi les permanent-e-s des ONG qui ont le mandat, la posture de sachants, l'origine sociale. À l'inverse, donner la parole aux personnes les plus opprimées ne doit pas conduire à prétendre parler au nom des pauvres et « faire dire » des choses aux gens en situation de précarité. Tout le monde veut travailler avec les publics les plus précarisés mais c'est ce qu'il y a de plus difficile. « *Ne laisser personne de côté* » est d'ailleurs le sous-titre de l'Agenda 2030 de Développement Durable de l'ONU.

Extinction Rébellion et Code Rouge gardent une certaine radicalité via la désobéissance civile, par contre on ne les invite pas dans les cabinets. Conserver la tension entre une mouvance radicale et des chargés de plaidoyer reste possible au moyen de complicités interpersonnelles. Il y a des moments de rencontre, par exemple avec les Actrices et Acteurs des Temps Présents. Les organisations d'éducation permanente ont un rôle à jouer, par exemple Canopea (*fédération des associations environnementales, ndlr*) est reconnue en éducation permanente et soutient activement un collectif citoyen comme Occupons le Terrain.

Brigitte Gloire : Comment parvenir à contrer le laisser-faire avec une approche régulatrice ?

Nicolas Van Nuffel : Je vois un changement, même insuffisant, en ce qui concerne la régulation et la planification contre le court-termisme et la non-intervention de l'Etat dans l'économie (Green Deal, Next Generation EU). Plus qu'il y a dix ans, des portes s'ouvrent pour une sortie du néolibéralisme (sans signifier la sortie du capitalisme). Le rapport de force se joue aussi en dehors des parlements : sur la loi de restauration de la nature, il y a eu un retour en arrière à cause du vote massif pour un parti populiste paysan aux Pays-Bas qui a fait paniquer les partis regroupés au sein du Parti Populaire Européen. Nos adversaires sont puissants et on devra faire avec. On est dans l'affrontement et nos adversaires sont obligés de nous affronter. Il y a cette phrase apocryphe de Gandhi : « *d'abord ils vous ignorent, puis ils rient de vous, puis ils vous affrontent et enfin vous gagnez* ».

La semaine dernière, j'étais à l'inauguration du Salon Valériane et Willy Borsus était présent et obligé de reconnaître qu'il y a un mouvement, même s'il vante le soutien de la Wallonie à l'agriculture bio comme un secteur de niche. Quand je parle à des patrons d'entreprise qui veulent vraiment du changement (par exemple ASBL 2030), ils ne prennent pas conscience de la dimension systémique. Ils ont, par exemple, transformé leur processus de production pour respecter les limites planétaires mais n'imaginent pas des changements systémiques tels qu'une réforme fiscale. Ils ne se voient pas non plus se battre dans leurs fédérations d'entreprises, contre les grandes entreprises de la pétrochimie, pour qu'elles entrent dans le processus de la transition juste.

Brigitte Gloire : Peu de gens veulent aller à la discussion et à la confrontation.

Nicolas Van Nuffel : Quand on pense réglementation, il faudrait parler de justice réglementaire. On est d'accord sur le plan Good Move et la nécessité de revoir la mobilité à Bruxelles mais qu'est-ce que je dis à un aidant proche qui habite à Enghien et qui vient aider sa mère à Bruxelles avec sa voiture qui ne respecte pas les nouvelles normes ? La norme doit être mise en place mais elle peut entraîner des conséquences néfastes sur les personnes qui sont déjà en difficulté. Une échevine anderlechtoise interviewée par BX1 disait que l'erreur commise avait été de vouloir changer la mobilité à Anderlecht sans avoir avancé sur le reste (maison de jeunes, plaines de jeux...). La transition juste est aussi une méthode de négociation dans une discussion tripartite avec les travailleur-se-s, les employeur-se-s et l'Etat pour tracer des trajectoires vers le zéro carbone en 2050 dans le respect de la justice sociale : quels emplois créer, quels emplois transformer, quels emplois supprimer, etc. La question de la contrainte réglementaire reste ce qui nous oppose à nos adversaires. Ce qui nous rassemble fondamentalement au sein de la Coalition Climat, c'est la conviction qu'on ne s'en sortira pas sans remettre des règles.

Brigitte Gloire : Qu'est-ce qu'on fait par rapport au désintérêt politique et au cynisme ?

Antoinette Brouyaux : Ce cynisme est peut-être lié au hiatus entre le fait de pouvoir être efficace au niveau politique et le fait que les personnes qui veulent y être ne sont pas forcément les bonnes. Plusieurs chantiers restent à mener et on a besoin de relais. Les centres culturels ont sans doute un rôle à jouer dans le relais des préoccupations des gens qui ne vivent pas en ville. Dans les villages, il y a les fêtes locales qui réunissent du monde. Il faut utiliser les lieux qui existent, pas créer de nouvelles maisons de ceci ou de cela. Comment mieux utiliser nos ressources qui sont très dispersées ? On dispose d'une véritable armée de travailleurs dans l'associatif mais chacun est dépendant d'une structure différente. Que fait-on avec cette armée de gens motivés, formés et de bonne volonté ? En s'organisant mieux on pourrait changer d'échelle mais les associations sont mises en concurrence, une logique dont il faut sortir pour plutôt mettre en avant les points où les associations sont complémentaires et peuvent nouer des alliances (par exemple dans l'élaboration de plaidoyers communs).

Concernant les diasporas, il y a des personnes et des organisations avec qui cheminer au sein du réseau associatif très fort en Belgique francophone. De notre côté, on veut bien aider les centres culturels par rapport à leurs nouvelles obligations pour en faire des opportunités de collaboration. Les centres ont les moyens d'aller vers les publics, nous pouvons amener des contenus, des outils sur les enjeux environnementaux pour sortir des constats plombants, avec l'outil Cap 2030 par exemple.



QUATRE DIALOGUES (SANS COPYRIGHT) SUR L'ÉCOLOGIE POPULAIRE

Inspiré par une démarche initiée au sein des Équipes populaires*
Premier jet par Guillaume Lohest**

Scène 1 Renaissance d'un adjectif

Deux personnes, en rue, chacune en train de manger un sandwich. Impossible de distinguer à l'œil nu s'ils sont végétariens ou non. Il y a bien des légumes... Bio, locaux, de saison ? Peut-être. Pas sûr. Impossible également de savoir si ces gens se sont aujourd'hui déplacés en train, à vélo, à cheval ou en voiture. Impossible enfin d'établir à ce stade s'ils sont amis, collègues, salariés, bénévoles, pensionnés, indépendants, cosaques, riches, pauvres, endettés ou truffés de bons d'État. Pour corser le tout, leur âge n'apparaît pas au premier regard. Ce ne sont pas des vieillards, pas des enfants non plus, mettons plus ou moins entre les deux. Ces détails seront donc considérés ici comme sans importance. Ils parlent - on verra par la suite que c'est déjà pas mal.

- Tu veux que je te dise un truc ?
- Oui, allez.
- L'écologie.
- Mh.
- Ça ne marche pas.

- Mh.
- Tu en penses quoi ?
- Mh.
- Dis-moi.
- Je ne peux pas parler en mangeant. Me demande pas mon avis, je sais que tu as une idée en tête alors vas-y, crache le morceau, parle pendant que je mâche, raconte, je suis tout ouïe.
- D'accord. Alors voilà. Je me disais, ça fait quoi, au moins vingt ans qu'on parle d'écologie, non ?
- (la bouche pleine) Cinquante, choichante même !
- Soixante ans, et rien n'a bougé. Soixante ans de militantisme, de réunions, d'accords politiques, de sommets mondiaux pour le climat.. des marches, des manifs par milliers, des projets locaux, des partis politiques... des green deals, du durable à tout crin, des éco-ceci, des éco-cela, des idées... des mouvements citoyens, décroissance, sobriété heureuse, villes en transition, zéro déchet... je résume hein, mais soixante ans d'essais à tous les niveaux et... rien. Enfin, rien, non, plein de

choses mais aucun impact global, on est toujours dans le même monde, on n'a pas basculé dans d'autres valeurs, d'autres fonctionnements. C'est pour ça que je te dis que ça ne marche pas.

(il mastique, l'air désemparé)

- Eh bien il m'est venu une phrase qui résume tout : l'écologie est impopulaire. Elle doit devenir populaire.

(ses yeux semblent dire : "jamais entendu une banalité pareille, mais par amitié je ne le montre pas trop")

- Oui mais attends, populaire au double sens du mot ! Populaire dans le sens... qui vient du peuple, du monde populaire, et aussi, deuxième sens, comme la musique populaire quoi, comme Jean-Jacques Goldman, un truc que tout le monde aime bien. Presque tout le monde, allez. Les moins jeunes en tout cas, mais c'est juste un exemple, j'aurais pu en donner un autre, enfin tu as compris...

(ses yeux toujours : "tu t'enfonces")

- Je sais, ça n'a l'air de rien, mais avec ce simple adjectif tu changes tout : ça oblige à prendre les choses par le bon bout, enfin par les deux bons bouts ! C'est de l'écologie, bien sûr, y a urgence, mais c'est de la démocratie aussi, sans les gens rien ne peut bouger, donc c'est une fusion de l'écologie et de l'éducation populaire. Je crois que c'est révolutionnaire pour le monde socioculturel ! C'est un nouveau... allez, comment ils disent encore, les universitaires, paradigme, voilà. Un nouveau paradigme à la fois pour les écologistes (souvent peu populaires) et pour les associations, qui doivent comprendre que le monde social est tout entier imbriqué dans des équilibres écologiques fragiles et menacés, ce qui change tout.

(troisième expression du regard : "c'est un cas désespéré". En revanche, son sandwich est terminé)

- Alors ? Tu en dis quoi ?

— Mh.

Scène 2 Tout et son contraire

Une personne seule, en train de se laver les dents. Techniquement parlant, il s'agit donc d'un monologue. Cela semble en contradiction avec le titre de ce texte. Affaire à creuser.

"L'écologie populaire ! Ils s'y mettent tous, décidément. Les Verts en France, le parti de Mélenchon, les écolos en Belgique. Sans parler de Fatima Ouassak et de son écologie pirate ET populaire... La moitié du monde associatif belge est en train de lire son bouquin... tout le monde se rue là-dessus... Comme si on allait enfin y trouver la parade du siècle... Et puis maintenant, EUX. Enfin, NOUS, puisque j'en fais partie aussi, moi, de cette aventure.

- Bon. Pourquoi pas. Évidemment que l'écologie doit s'enraciner dans les classes populaires, être pensée par elles... portée par elles. Évidemment ! Mais qu'est-ce que ça signifie dans la tête des gens ? Est-ce que ça rejoint l'écologie décoloniale ? Alors c'est populaire au sens des peuples du Sud ou des "quartiers" comme on dit en France. Les banlieues, quoi. Pas populaire au sens "gilets jaunes". Je sais que normalement il y a convergence des luttes populaires mais bon, dans les faits...

- Est-ce que ça rejoint l'écologie sociale ? L'écoféminisme ? Est-ce que ça rejoint tous ces nouveaux mots ? Elle me dit que oui. Il me dit que non. Que c'est le contraire, que ces mots-là sont éloignés des préoccupations populaires justement. Enfin, pas le contraire, mais une autre porte d'entrée.

- Faudrait voir. Un mouvement qui lutte pour une écologie populaire... ouais. Un mouvement qui vit et qui défend une écologie populaire... déjà mieux. Mais ce serait quoi, par exemple, un projet d'écologie populaire ? Un jardin partagé ? Ouais. Rien de neuf sous le soleil. Un jardin partagé... dans un quartier populaire ! OK, ok, ça fait un exemple.

- Mais au niveau politique, ça donnerait quoi ? Chez Mélenchon, ils disent que l'écologie populaire doit miser sur les réseaux et les infrastructures publiques : transport, électricité, eau, etc. Vas-y pour rendre ça sexy auprès des gens. Et puis quel rapport avec le jardin partagé ?
- Donc oui, allez, pourquoi pas. Mais il va falloir qu'on me définisse ce truc parce que c'est un peu tout et n'importe quoi pour le moment..."

Scène 3 L'impossible définition

Si l'on persiste à ne pas les nommer, on finira par ne plus savoir qui parle. Disons donc que les trois personnages sont ici la rédactrice, la chercheuse et le militant. Autour d'une table, dans une salle de réunion (austère, simple, pas forcément déprimante. Quoique. On distingue sur le mur des autocollants remontant au gouvernement Dehaene II).

LA RÉDACTRICE

Bon, j'ai un brouillon de définition, j'aimerais avoir votre avis.

LA CHERCHEUSE

— On t'écoute.

LE MILITANT

— Tu n'as pas oublié que le plus important, c'est que les gens de nos groupes comprennent, hein. Pas de mots compliqués !

LA CHERCHEUSE

— Bien sûr, il faut être compréhensible mais il y a des choses qu'on ne peut pas simplifier sans les trahir. Parfois, la réalité est complexe. Surtout en ce qui concerne la technicité de certains enjeux.

LE MILITANT

— Taratata, jargon, jargon. Il faut rester accessible ou alors on change d'association.

LA RÉDACTRICE

— Il y a quatre points. Premièrement, c'est le plus important, l'écologie populaire doit partir des

inquiétudes et des vécus des milieux populaires. Elle doit les revendiquer aussi : il faut mettre fin au cliché, totalement faux, que les classes populaires n'ont pas le luxe de s'intéresser à l'écologie. C'est un discours de droite, paternaliste, que la gauche sociale a bêtement reproduit. Mais attention, les vécus des milieux populaires c'est aussi, parfois, un sentiment d'injustice, voire de colère, pas face à l'écologie en général, plutôt face à des mesures dites écologiques mais qui ne prennent pas en compte leurs situations concrètes. Donc ça peut être conflictuel.

LA CHERCHEUSE

— Excellent. L'écologie populaire est donc agonistique.

LE MILITANT

— Jargon. Oubliez ce mot-là. On se chamaillera quand même, peu importe le vocabulaire.

LA RÉDACTRICE

— Deuxièmement, l'écologie populaire doit être collective, ça tombe sous le sens. Troisièmement, elle est un chemin vers l'égalité. Et là, bonjour les débats.

LA CHERCHEUSE

— L'égalité, c'est un concept beaucoup trop flou. On parle d'égalité de quoi ?

LE MILITANT

— L'égalité, c'est bien, ça rassemble.

LA RÉDACTRICE

— L'idée ici, c'est de dire qu'aucune politique écologique n'est possible sans prise en compte immédiate des enjeux de justice sociale. La redistribution des richesses est un préalable, par l'impôt. L'accès à l'alimentation, à l'énergie, au logement, à la mobilité doit se déployer en même temps que la transformation de l'alimentation, de l'énergie, du logement, de la mobilité dans le sens des objectifs écologiques. L'un ne va pas sans l'autre. Il faut donc aller chercher les moyens là où ils sont, et redistribuer au profit de toutes et tous par

des services collectifs.

LE MILITANT

— Fin du monde, fin du mois, même combat !

LA CHERCHEUSE

— C'est un peu caricatural. Il faudrait peut-être détailler par quels instruments politiques atteindre ce co-déploiement.

LE MILITANT

— Jargon, jargon toujours. On n'écrit pas pour des philosophes mais pour monsieur et madame tout-le-monde.

LA CHERCHEUSE

— Monsieur et madame tout-le-monde ne sont pas idiots, et ils peuvent aussi être philosophes.

LA RÉDACTRICE

— Je viserai entre les deux, rassurez-vous. (Pour elle-même) Et comme d'habitude, personne ne sera satisfait...

LE MILITANT

— Et le dernier point ?

LA RÉDACTRICE

— Quatre, l'écologie populaire doit avoir une dimension concrète. Sans cela, on reste dans les nuages.

LE MILITANT

— J'approuve.

LA CHERCHEUSE

— Donc, si je résume, votre définition de l'écologie populaire c'est : une écologie qui part des inquiétudes et des vécus des milieux populaires, qui est collective, qui vise l'égalité et qui a une dimension concrète...

LE MILITANT

— Ben... oui. Tu vois, tu peux faire simple quand tu veux.

LA RÉDACTRICE

— Voilà.

LA CHERCHEUSE

— Je ne suis pas en désaccord, mais je tiens quand même à dire que c'est une définition qui ne définit pas grand-chose. On peut mettre plein de bazars contradictoires là-dedans. C'est comme si on définissait un éléphant en disant que c'est un animal qui a quatre pattes, des oreilles et qui est appelé "éléphant". Ce n'est pas faux, mais c'est trop vague et c'est tautologique.

LE MILITANT

— Tautoloquoi ?

LA CHERCHEUSE

— Tautologique. Ça veut dire qu'on tourne en rond.

LE MILITANT

— Pourquoi toujours inventer un autre mot pour dire la même chose ? Ceci dit, tu n'as pas tort. Mais c'est pas grave, c'est mieux que rien.

LA RÉDACTRICE

— C'est vrai, mais ça permet au moins de dire ce que l'écologie populaire n'est pas. Elle n'est pas individuelle, elle ne doit pas créer d'inégalités. Par exemple : les panneaux photovoltaïques, les voitures électriques, tout ça, c'est de l'écologie impopulaire, ça repose sur des choix individuels de consommateurs. Et seuls les plus aisés y ont accès. C'est de l'écologie de marché.

LE MILITANT

— Mais j'en ai mis, moi, des panneaux photovoltaïques ! C'est du bon sens, je vais y gagner vu le prix de l'électricité ! Ça ne fait pas de moi un type de droite quand même !

LA CHERCHEUSE

— Certes non, tu peux dormir tranquille, ta réputation de révolutionnaire est intacte.

LA RÉDACTRICE

— Non, non, rassure-toi. Mais ce n'est pas ce type de solutions qu'on doit collectivement promouvoir. On peut plutôt se demander comment faire en sorte que, à l'échelle d'un quartier, il y ait une production photovoltaïque...

LE MILITANT

— Oui bon, on ne va pas faire le débat maintenant.

LA RÉDACTRICE

— En somme, l'écologie populaire doit rester une invention permanente. Avec pour garde-fous ces quatre critères fondamentaux. On part là-dessus ?

LE MILITANT ET LA CHERCHEUSE

...

LA RÉDACTRICE

— On part là-dessus.

Scène 4
Le mot ou la chose ?

Des personnes assises, regardant dans la même direction. Cela pourrait être dans un train, au cinéma ou lors d'une conférence. On ne sait pas. Dans cette scène, personne ne parle, tout le monde réfléchit. (On note donc une deuxième contradiction avec le titre général, ce qui commence à devenir fâcheux.) Les pensées ne sont pas évidentes à deviner, à montrer. Il paraît que les metteurs en scène trouvent toutes sortes de stratagèmes de nos jours. N'ayant aucun metteur en scène sous la main, on va devoir un peu expliquer ce qui agite le cerveau de ces gens. Vous vous doutez qu'il s'agit d'écologie populaire par un bout ou par un autre. Ne demandez pas qui pense quoi, cela n'a pas d'importance, ces réflexions sont d'ailleurs assez partagées et les idées n'ont pas l'air d'être trop arrêtées, ce qui est bon signe, vous en conviendrez, du point de vue de la démocratie (mais délicat pour le metteur en scène qui préfère les personnages typés).

Si les personnages se taisent, c'est qu'ils sont

troublés et qu'ils réfléchissent. Sans définition claire de l'écologie populaire, comment la faire vivre, la faire grandir, la diffuser ? Est-ce qu'au fond, l'écologie populaire, ce ne serait pas tout simplement l'écologie, mais dans le souci constant de l'inventer avec les personnes les plus vulnérables, dans le souci permanent de vérifier que les urgences écologiques peuvent être un levier pour améliorer les conditions de vie de toutes et tous ? Et si ce n'est que cela, pourquoi alors utiliser un nouveau mot ? Pourquoi toujours nommer les choses, faire comme si on inventait la roue ?

Mais un linguiste célèbre a écrit un bouquin qui s'appelle *How To Do Things With Words*, en français : "Dire, c'est faire". Donc simplement affirmer qu'on se lance dans l'écologie populaire, ça créerait de l'action, ça vous mettrait en mouvement. Pas faux. Voir-juger-dire, ce serait une version spéciale du "voir-juger-agir".

Quand même, vous êtes d'accord que ça ressemble un peu à une invention administrative un peu inutile... Un truc pour "faire bien dans les rapports". Une belle expression pour faire genre, "nous on fait de l'écologie populaire"... alors qu'on ferait juste comme d'habitude.

Vous vous dites certainement aussi qu'il y a un risque. Si jamais l'inquiétude populaire prenait la forme d'une sorte de climatoscepticisme, vous feriez quoi ? Si dans le groupe machin ou dans le projet truc, ça devenait limite, comment gérer ? Faudrait pas que ça crée des conflits insurmontables, cette histoire. Quand on touche à ces sujets-là, ça devient vite sensible, les gens prennent les choses personnellement. En même temps vous allez dire que c'est tout le défi de l'éducation populaire et que si vous aviez peur de cela, vous ne seriez plus là depuis longtemps...

Oh, et puis merde, on verra bien.

— ...

N.B. Ces scènes sont fictives. Les ressemblances avec des points de vue existants ne relèveraient cependant pas du hasard : elles sont autant de signes que l'esprit critique collectif poursuit son petit bonhomme de chemin, à travers les barrières des styles et des opinions individuelles.

N.B. 2. On peut aussi imaginer que ces quatre scènes soient passées au crible d'un groupe de citoyens qui souhaiteraient les triturer, les réarranger, les réécrire, les prolonger, les transformer afin qu'elles deviennent les leur et qu'elles collent à leurs pensées, à leurs vécus, à leurs doutes, bref à leurs paroles à eux.

* Les Équipes populaires ont initié cette année une dynamique autour de l'écologie populaire à travers une publication (*Contrastes de mai-juin 2023, Vers l'écologie populaire*), une journée d'étude (le 13 octobre) et un congrès (le 18 novembre) lors duquel les neuf régionales du mouvement apporteront leurs contributions sous forme d'une exposition. Plus d'infos sur www.equipespopulaires.be. Puisqu'au moment d'écrire ces lignes, cette trajectoire était encore inaboutie et toujours en débat, le meilleur moyen d'en donner témoignage a semblé être cet écho dans la fiction.

**Guillaume Lohest est actuellement président des Équipes populaires. Il écrit également des fictions et des analyses pour la revue écologique *Valériane* et est le co-auteur d'une conférence-spectacle intitulée *L'écologie quand il est trop tard*.



TÉMOIGNAGES

« Pour l'instant, dans ma vie, j'ai autre chose à penser que l'écologie. Mais on fait des petits gestes par-ci par-là. Il est très rare que j'achète des nouveaux vêtements. Je passe par les friperies. »

« Pour ne pas faire peur à mes enfants et pour garder la cohésion de famille avec ma compagne qui est très prisonnière de la consommation, je ne parle jamais d'environnement à mes enfants. »

« J'essaie au maximum de manger bio. On a appris cela en famille avec mes grands-parents qui avaient une ferme en Turquie et cultivaient leurs fruits et légumes. J'ai grandi avec les animaux, on a cultivé les légumes et appris à faire la provision pour l'hiver. J'essaie de transmettre cette culture et je fais attention à ce que je mange. »

« S'il y avait des possibilités de prendre les transports en commun pour venir en formation ou ailleurs, je les prendrais. Mais il y en a peu. »

« Je trouve qu'il y a une grande injustice avec tous ces gens qui surconsomment du pétrole pour des yachts. C'est très égoïste de faire cela. Ils ne peuvent pas aller à la plage comme tout le monde ! Ils investissent dans des sociétés qui sont catastrophiques et qui polluent. C'est une injustice. »

« À un moment on parlait de ces questions écologiques avec mes proches. Mais, c'est comme un pic, on en parle un certain temps puis on en parle plus. Tout d'un coup, il y a du soleil sans nuage et là, on n'en parle plus. »

« Il faudrait une gouvernance qui peut indiquer que les gens peuvent faire et ne pas faire et de répondre aux besoins des gens. »

« Au Cabinda, mon pays, il y a beaucoup de richesses, de minéraux, de diamants. Ces mines sont exploitées par des entreprises américaines. Avant, les Américains qui travaillaient là-bas pouvaient gagner 15000 dollars alors que les Angolais bien formés ayant étudié ne gagnaient que 1500 dollars. Je trouve que cela ne va pas. »



TÉMOIGNAGES

« Je ne peux pas comprendre que lorsque vous êtes présidents d'un pays où il y a de la bauxite et de l'or, vous faites venir des gens de l'extérieur qui font le même travail que les locaux. »

« Mais le Monde est fait de tel sorte qu'à un moment, tu te dis que c'est peut-être mieux que tu te concentres sur toi-même car toi seul, tu ne pourras rien faire. »

« Au Maroc, il y avait très peu d'avocats avant. Maintenant, ils ont des plantations d'avocats pour l'exportation. Mais on ne pense pas aux habitants. Les avocats consomment beaucoup d'eau. Il n'y a pas de contrôle des plantations. Ils font cela pour gagner de l'argent. Et les gens souffrent du manque d'eau. La nourriture comme les fruits deviennent chers. C'est la même chose pour les pastèques. »

« Le tri des poubelles comme les sacs jaunes, oranges, blancs, bleus etc., c'est important mais il y a plus de difficultés. Ce n'est pas évident pour nous. On n'a pas de maison avec jardin. On a tous les sacs poubelles dans l'appartement. J'en ai deux à la cuisine, deux sur le balcon. Ça amène des insectes. Les sacs blancs sont repris tous les 3, 4 jours mais les sacs orange, c'est une fois par semaine. Ils restent avec moi une semaine. Les blancs, eux, se remplissent beaucoup moins vite et restent longtemps dans l'appartement. Maintenant, la pollution est dans mon appartement. Ça sent mauvais en été. »

« Je ne supporte plus la chaleur. Ça ne me convient pas. Je ne me sens pas bien. Je vais à la cave et je mets mon matelas à la cave. J'ai mis un fauteuil et je lis à la cave. J'y vis. J'ai une boîte pour absorber l'humidité parce que parfois c'est vert. La cave est à la hauteur de la terre et c'est là que je passe la journée. C'est là que j'arrive à respirer. La pollution et la chaleur font que je ne me sens pas bien. »

« Je vais à Londerzeel pour aller chercher des pommes de terre, des carottes et des oignons à la ferme. Il y a du beurre et des œufs. J'espère que c'est bio. Les Marocains et les Turques, on est tous là-bas le week-end. »

« Ma maman cultive le persil, la ciboulette. Nous étions à la campagne au Brésil. J'ai appris avec elle et je continue. Je demande à mon fils d'arroser. Je me sens bien. Ça diminue l'anxiété. »

ENTRE LA LIBERTÉ DE POUVOIR JOUIR DES DROITS HUMAINS FONDAMENTAUX ET LA LIBERTÉ DE NUIRE, IL FAUDRA CHOISIR !

Par Brigitte Gloire

Il n'existe pas de clé unique pour déverrouiller les prisons en surchauffe dans lesquelles nous ont enfermés des choix politiques soutenant le productivisme, la surconsommation et l'usage des énergies fossiles.

Mais si nous pensons que la difficile réconciliation entre l'environnement et les autres déterminants du "bien vivre ensemble" sur cette planète est encore possible, nul doute que l'éducation permanente en particulier et le secteur socio-culturel en général ont un rôle à jouer dans le nouveau contrat social et environnemental à négocier.

La tâche est immense, les défis sont complexes et les chantiers semés d'embûches.

Le « laisser faire » et la capitulation du politique face aux nuisibles, aux pollueurs, aux porteurs de « fausses solutions » et à ses diffuseurs (via la publicité) est incompatible avec la restauration de notre planète et la dignité humaine.

La tâche pour inverser le courant et contrer la lame de fond qui nous conduit aujourd'hui

au-delà des limites planétaires nécessite donc un nouveau pacte entre Etats et citoyens sur la finalité des activités économiques. L'accumulation des profits pour quelques-uns et le bien commun ne sont définitivement plus compatibles.

Keep the good and leave the bad !

L'écologie populaire peut aider à mieux définir ce que doivent être les modes de production et de consommation à soutenir et ceux à rejeter. Les défis à relever nécessiteront certainement de rentrer plus en dialogue avec les représentants politiques qui se disent prêts à mieux partager les richesses, les ressources et le pouvoir et qui, pour y parvenir, oseront réorganiser et mieux réguler le système économique, commercial et financier. Nous avons donc besoin, comme le dit Véronique van der Plancke, « d'un État légitime... et irréprochable ». Mais puisqu'aujourd'hui tout est permis, il faudra aussi dénoncer, sans tarder, les menteurs et les criminels. Ceux qui, pour ne pas brider la croissance, couvrent des politiques et pratiques toxiques. Ceux qui nous mentent (green et social washing) et ceux qu'aveuglent

les marchands de rêves technologiques, les cow-boys du carbone et autres vendeurs de fausses solutions.

La liberté s'arrête là où commence celle des autres (Descartes)

Seul est digne de toi, ce qui est bon pour tous... (A. Gorz)

Des décennies de libéralisme et de régulations « volontaires » n'ont pas abouti à la réduction de l'empreinte écologique globale. Les plus gros pollueurs sont les plus riches. Le défi écologique sera donc aussi social ! Dans l'inévitable rationnement auquel nous conduiront l'épuisement ou la pollution des ressources et le dysfonctionnement des écosystèmes, reconnaissons, comme le dit notre chercheuse, qu'à ce stade, « ... prendre conscience des injustices qu'on subit est beaucoup plus facile que de prendre conscience de nos privilèges et d'accepter d'y renoncer ». Et ici aussi, « une politique d'auto-limitation et de coordination » sera nécessaire pour « éviter que les « forts/riches » captent toujours les rations, et que les pauvres en soient privés ».

Les chantiers à venir sont couverts d'embûches

et parmi celles-ci, les différentes interprétations des notions de liberté. Entre la liberté de pouvoir jouir des droits humains fondamentaux et la liberté de nuire, il faudra choisir ! « Les comportements qui abîment le collectif doivent être pros crits. Nous devons construire un sens revisité des libertés fondamentales autour de la création de communs et de son corollaire, l'interdiction de la prédation ».

Mieux vaut penser le changement que... changer le pansement (F. Blanche)

Pour mieux se préparer au « non nocere » mais aussi au partage des ressources, à la définition des seuils à respecter et des plafonds à ne pas dépasser, l'éducation permanente doit sans attendre associer les grands défis écologiques à son objet social. Pour le dire autrement, il est de notre devoir collectif, aujourd'hui, de veiller à ne plus dissocier enjeux sociaux, écologiques et démocratiques.

Et la bonne nouvelle, en ces temps et ce mois ombrageux, est que ce défi peut être joyeux et surtout très efficace pour réenchanter le monde dans lequel on vit !





FORMATIONS TOUT PUBLIC

FORMATIONS COURTES

- Actions, projets, publics
- Initiation à la gestion mentale
- Aller à la rencontre de notre public
- La participation des publics
- Animer un débat ... sans peur du conflit
- Animation de groupe : comment gagner en confort dans sa pratique
- Comprendre la comptabilité pour gérer au quotidien
- Apprendre à vivre sainement les conflits
- La participation des travailleur-euse-s
- Se former pour pouvoir parler citoyenneté avec un groupe
- Faire place à la citoyenneté dans les projets et les actions
- Changer le monde au quotidien avec le Développement du Pouvoir d'Agir

Communication, individus, groupes

- Communiquer et faire campagne sur les réseaux sociaux
- ATELIER Initiation aux jeux-cadres de Thiagi – niveau 1
- ATELIER Les jeux-cadres de Thiagi – niveau 2
- Associations et communication : la valorisation de nos activités

- L'influence des biais cognitifs dans les groupes
 - Faciliter l'intelligence collective
- Communication, graphisme, vidéo et logiciels libres**

- Réalisation de vidéos pour le web avec l'application InShot (sur smartphone)
- Réalisation de vidéos pour le web avec le logiciel de montage Filmora
- Scénarisation documentaire en lien avec votre milieu professionnel
- Canva, votre communication visuelle gratuite, facile et rapide
- Stop Motion – Réalisation d'une vidéo d'animation
- Création d'un documentaire sur base d'interviews
- La vidéo comme moyen d'expression auprès de vos bénéficiaires
- Atelier pratique pour créer un logo et une charte graphique
- Atelier pratique pour créer et améliorer ses dépliants et ses affiches
- Atelier pratique pour créer et améliorer ma newsletter
- Photoshop et Indesign
- ATELIER Facilitation visuelle et sketchnoting – niveau 1
- ATELIER facilitation visuelle – niveau 2

FORMATIONS LONGUES

- Chargé-e de Communication 20 vendredis – **15 décembre 2023 au 07 juin 2024**
- Conduite de projets culturels et sociaux (BAGIC) 2 jours/mois durant 2 ans : **à partir d'octobre 2024**
- Direction administrative et financière 2 jours/mois durant 2 ans : **septembre 2024 à juin 2026**
- Réaliser une conférence gesticulée 16 journées : **juin à octobre 2024**
- La formation Kalame 11 journées : **juin à novembre 2024**
- Comptabilité pour le secteur associatif 12 mardis : **septembre 2024 à janvier 2025**

FORMATIONS À LA DEMANDE

- Coaching graphique
- Réalisation vidéo sur mesure
- Actions, projets, publics
- Linux en dual boot avec Windows
- Coordination d'organisations
- Communication, individus, groupes

FORMATIONS GRATUITES POUR DEMANDEURS D'EMPLOI



Tests de recrutement, informatique, travaux de bureau, gestion du stress...



Coaching individualisé gratuit pour demandeur-euse-s d'emploi



Cette formation innovante vise à vous mettre en valeur sur le marché du travail. Vous explorerez les nouvelles tendances en matière de recherche d'emploi.

Informatique et travaux de bureau : pratiques des métiers de bureau

Une entreprise d'entraînement pédagogique ! Training axé sur la pratique, mise en situation professionnelle, entraînement progressif.



Pour toute personne passionnée par l'informatique. Initiation à la conception de sites, Photoshop, hardware, programmation, développement d'applications smartphone et réseaux.



Un ensemble de modules bureautiques, informatiques et de communication avec des ateliers découverte du secteur bien-être.

PMTIC – Initiation à l'informatique

Se familiariser avec l'outil informatique, apprendre les bases en bureautique, s'initier à Internet et aux courriers électroniques.



Un projet créatif alliant robotique, domotique, imprimante 3D et réalité augmentée. Réalisation d'un Escape Game aux différentes technologies numériques.



Formation pour demandeur-euse-s d'emploi et personnes inoccupées en vue de leur insertion dans le marché de l'emploi.



Cette formation prépare à la fonction d'employé-e administratif-ve ou d'agent d'accueil pour maisons médicales, hôpitaux, plannings familiaux, ONE etc.



Reportage vidéo, documentaire et création de visuels

PUNCHI – Pour un Numérique plus Critique, Humain et Inclusif.

ÉDITO	9
<i>Par Éric VERMEERSCH</i>	
INTRODUCTION	10
<i>Par Brigitte Gloire et Julien Charles</i>	
L'ÉLÉPHANT DANS LA PIÈCE	12
<i>Par Cédric Leterme</i>	
LIBERTÉ, J'ÉCRIS TES NOMS	16
<i>Par Paul Hermant, discussions avec Véronique Van der Planck et Florence Caeymaex</i>	
RÉDUIRE SON EMPREINTE CARBONE : LE SECTEUR SOCIO-CULTUREL DOIT FAIRE PASSER LE MESSAGE	26
<i>Interview de Brigitte Gloire par Jean-Luc Manise</i>	
TÉMOIGNAGES	31
<i>Propos recueillis par Marie-France Simon</i>	
L'ENVIRONNEMENT ET LES CENTRES CULTURELS : TRAVAILLER AU PLUS PRÈS DE LA POPULATION POUR SOUTENIR LE CHANGEMENT	32
<i>Propos recueillis par Nathalie Damman</i>	
ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ALLIANCES ET CHANGEMENTS D'ÉCHELLE	38
<i>Interview d'Antoinette Brouyaux et de Nicolas Van Nuffel par Brigitte Gloire et Pierre Démotier</i>	
QUATRE DIALOGUES (SANS COPYRIGHT) SUR L'ÉCOLOGIE POPULAIRE	46
<i>Inspiré par une démarche initiée au sein des Équipes populaires Premier jet par Guillaume Lohest</i>	
ENTRE LA LIBERTÉ DE POUVOIR JOUIR DES DROITS HUMAINS FONDAMENTAUX ET LA LIBERTÉ DE NUIRE, IL FAUDRA CHOISIR !	56
<i>Par Brigitte Gloire</i>	
FORMATIONS CESEP	58

Le Secouez-vous les idées numérique

La version numérique est téléchargeable librement sur notre site :

www.secouezvouslesidees.be

Recevoir la newsletter du CESEP

Vous pouvez être tenu.e informé.e par la newsletter CESEP du programme de formations et journées d'études en faisant la demande par mail à ivan@cesep.be

Vos coordonnées

Vos coordonnées figurent dans le fichier des correspondants du CESEP. La loi sur la protection de la vie privée vous permet de consulter ou de rectifier les données vous concernant dans le fichier ou de ne plus y figurer. Si vous ne souhaitez plus recevoir le périodique ou si vos coordonnées ne sont plus ou pas correctes sur l'étiquette, merci de renvoyer un mail à myriam.clæssens@cesep.be reprenant : n° d'étiquette C/ ou O/

Aux textes : Youen ARTS, Florence CAEYMAEX, Julien CHARLES, Nathalie DAMMAN, Aïcha DE WILDE, Abdel EL BIDARI, Karin FONTAINE, Brigitte GLOIRE, Paul HERMANT, Sabine LAPÔTRE, Cédric LETERME, Nathalie LOURTIE, Jean-Luc MANISE, Véronique VAN DER PLANCKE et Éric VERMEERSCH

Aux photos : Krasnyi Collective

Aux illustrations : Timotéo SERGOÏ

À la relecture : Nicole BALLAS, Nathalie DAMMAN, Nathalie VANDENBERK

À la mise en page :
Audrey FRANÇOIS

À la production :
Audrey FRANÇOIS

À l'impression :
DP Group.be
Tiré en 4.250 exemplaires

Au secrétariat

Nathalie VANDENBERK

À la coordination

Nathalie DAMMAN

Éditeur responsable

Éric VERMEERSCH – rue de Charleroi, 47
1400 Nivelles



Centre Socialiste d'Éducation Permanente

ASBL
RPM Nivelles 0418.309.134.
rue de Charleroi 47, 1400 Nivelles
www.cesep.be

Votre avis : secouezvouslesidees@cesep.be

Secrétariat de rédaction : 067 890 871
Courriel : secouezvouslesidees@cesep.be
Site : www.secouezvouslesidees.be

